



Haïti : "Diagnostic Économique et Social – Réalités, Défis et Perspectives"

Rapport d'Évaluation de la Situation Économique et Sociale en Haïti

ORGANISATION DES VISIONNAIRES DEVOUES POUR UN DEVELOPPEMENT DE HAUTE MODERNISATION
(OVDDHMO) | AVRIL 2025

Table des matières

Liste des acronymes.....	4
Liste des graphiques et carte	4
Remerciements.....	5
Résumé.....	6
1 Introduction	8
1.1 But et objectifs de l'évaluation	8
1.2 Questions évaluatives	9
1.3 Considérations éthiques.....	9
2 Contexte général.....	10
2.1 Aperçu historique et politique	10
2.2 Évolution économique et sociale d'Haïti	12
2.3 Principaux défis structurels et conjoncturels	12
3 Méthodologie et conception de l'étude	13
Mobilisation d'expertise	13
3.1 Revue documentaire	13
3.1.1 Enquête quantitative.....	14
3.1.2 Recrutement et formation du personnel de terrain.....	14
3.1.3 Collecte de données.....	14
3.1.4 Méthode de collecte, de contrôle et de supervision.....	14
3.2 Traitement et Analyse de données	15
4 Limites et défis.....	15
4.1 Défis rencontrés.....	15
4.2 Limites de l'évaluation	15
5 Résultats	15
5.1 Profil des répondants	15
5.2 Dynamiques Historiques, Politiques et Économiques	16
5.3 Conditions de Vie et Accès aux Services.....	18
5.4 Économie et Secteurs en Crise	20
5.5 Inégalités et Insécurité : Défis Sociaux Majeurs	23
5.6 Rôle des Acteurs et Impact des Interventions.....	23

6	Analyse des indicateurs socio-économiques de la crise en Haïti.....	25
7	Conclusion.....	28
8	Perspectives et Solutions Prioritaires.....	35
9	Bibliographies	38
10	Annexes	38
10.1.1	Cartographie de l'étude.....	38
10.1.2	Questionnaire d'enquête	39
10.1.3	Lettre d'invitation	45

Liste des acronymes

AE: Agents Enquêteurs

BID : Banque Interaméricaine de Développement

CNSA : Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire

DTS : Droits de tirage spéciaux

FMI : Fonds Monétaire International

IHSI : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique

Latindadd: Red Latinoamericana y del Caribe por Justicia Económica, Social y Climática

MEF : Ministère de l'Economie et des Finances

OCAPP : Observatoire Citoyen de l'Action des Pouvoirs Publics

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations

ONG : Organisation Non Gouvernementale OVDDHMO : Organisation des Visionnaires Dévoués pour un Développement de Haute Modernisation

ONU : Organisation des Nations Unies

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

UEH : Université d'Etat d'Haïti

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (United Nations International Children's Emergency Fund)

USAID : Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development)

Liste des graphiques et carte

Graphique 1 Répartition des participants enquêtés par sexe selon l'âge

Graphique 2 Répartition des participants enquêtés par principales causes historiques des défis économiques d'Haïti

Graphique 3 Répartition des participants enquêtés par principaux obstacles à la stabilité politique en Haïti aujourd'hui

Graphique 4 Répartition des participants enquêtés par accès aux services de base

Graphique 5 Répartition des participants enquêtés par situation économique actuelle d'Haïti

Graphique 6 Répartition des participants enquêtés par trois principaux problèmes économiques en Haïti

Cartographie géographique de l'enquête

Remerciements

Nous exprimons nos sincères remerciements au **Réseau Latino-Américain pour la Justice Économique et Sociale (Latindadd)** pour la confiance accordée à **l'Organisation des Visionnaires Dévoués pour un Développement de Haute Modernisation (OVDDHMO)** dans la réalisation de cette évaluation portant sur la situation économique et sociale en Haïti. Conduite dans un contexte marqué par de multiples vulnérabilités, cette mission a permis de mener une enquête rigoureuse et participative, en vue de mieux cerner les dynamiques économiques et sociales actuelles du pays. Elle a également permis de mettre en lumière les défis structurels et conjoncturels auxquels Haïti est confrontée, tout en ouvrant des pistes de réflexion pour des politiques publiques plus inclusives et adaptées aux réalités locales. Nous saluons l'engagement continu de Latindadd en faveur de la justice économique et son souci d'ancrer ses analyses stratégiques dans les expériences concrètes des populations.

Nous adressons également notre profonde gratitude aux personnes enquêtées, aux partenaires institutionnels, aux acteurs de la société civile, ainsi qu'aux experts nationaux qui ont participé activement au processus de dialogue. Leur disponibilité, la qualité de leurs témoignages, ainsi que la richesse de leurs analyses ont grandement renforcé la pertinence et la profondeur de ce rapport. Leur contribution a permis d'enrichir les résultats avec des données de terrain éclairantes, solidement ancrées dans la réalité haïtienne. Enfin, nous remercions chaleureusement l'équipe de coordination de l'OVDDHMO pour son professionnalisme, sa rigueur et sa mobilisation constante tout au long de cette évaluation. À toutes celles et ceux qui ont soutenu cette démarche de près ou de loin, nous exprimons notre profonde reconnaissance. Puissent les résultats de ce travail collectif nourrir les débats publics et inspirer des actions concrètes pour un avenir plus juste et plus équitable en Haïti.

Résumé

Ce rapport présente une étude approfondie de la situation socio-économique actuelle en Haïti, réalisée afin d'analyser les perceptions de la population concernant la crise économique, les inégalités sociales et l'insécurité. L'étude, menée auprès de 36 répondants, met en lumière une situation économique alarmante, marquée par une inflation élevée, un chômage croissant et une mauvaise gestion des ressources publiques.

Principaux Constats et Résultats

➤ Constats d'ordre économique

- **Perception négative généralisée** : Environ 90 % des répondants jugent la situation économique « très mauvaise » ou « mauvaise », en raison de l'inflation élevée, du chômage, et de la mauvaise gestion des ressources publiques.
- **Effondrement du pouvoir d'achat** : Le PIB par habitant est passé de 1 693 \$ US en 2019 à 1 320 \$ US en 2025, accompagné d'une inflation atteignant 30,5 %, rendant les produits de base inabordables.
- **Prépondérance du secteur informel** : Le secteur informel, employant environ 80 % de la population active, compense le chômage massif mais échappe au contrôle de l'État.
- **Violence et économie paralysée** : Les gangs armés bloquent les voies de communication et freinent les investissements, aggravant la récession.
- **Appauvrissement généralisé** : Baisse de la capacité d'épargne, explosion des prix, rançonnages, et perte de patrimoine affectent fortement la classe moyenne.
- **Secteurs sinistrés** : L'agriculture (65 %), le commerce informel (55 %) et les services (50 %) sont les plus touchés. L'industrialisation reste marginale.
- **Inégalités persistantes** : Plus de 60 % des répondants dénoncent une mauvaise redistribution des richesses par l'État, accentuant la marginalisation.

➤ Constats d'ordre social

- **Déplacements massifs** : Plus de 1,2 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 100 000 migrants à l'étranger entre 2020 et 2025, fuyant l'insécurité.
- **Familles disloquées et violences** : Gangs armés responsables de pillages, incendies, et violences sexuelles à grande échelle.
- **Accès aux services essentiels compromis** : Fermeture d'écoles, universités et hôpitaux à cause de l'insécurité ; accès à l'eau potable très limité dans les quartiers défavorisés.
- **Insécurité comme défi principal** : L'État peine à rétablir un minimum de stabilité sociale en 2025.
- **Prolifération des inégalités** : 80 % des répondants estiment que les inégalités entravent l'accès aux services pour les jeunes, femmes, et groupes vulnérables.
- **Action des ONG jugée inefficace** : Les interventions sont perçues comme sélectives, concentrées sur le fonctionnement au détriment de projets communautaires durables. Les priorités suggérées sont : agriculture, industrie, éducation, innovation.

➤ Constats d'ordre politique

- **Crise politique persistante** : L'instabilité est attribuée à la corruption, à l'impunité, au manque de leadership et à l'ingérence étrangère.
- **Effondrement des services publics** : L'administration est paralysée dans plusieurs régions à cause de la pression des gangs.

- **Responsabilités partagées** : L'État, le secteur privé, les acteurs politiques et la communauté internationale (États-Unis, Canada, France) sont tenus pour responsables de la crise sécuritaire.
- **Réformes attendues** : Les répondants appellent à un renouvellement politique, un système judiciaire indépendant, une réforme de l'État, et une lutte active contre la corruption.
- **Rejet du classement économique** : La classification d'Haïti comme pays à revenu intermédiaire est perçue comme inadaptée et risquée sans réformes structurelles.

Face aux constats alarmants d'effondrement économique, social et politique, des recommandations concrètes s'imposent pour répondre aux besoins urgents du pays. Les propositions ci-dessous visent à restaurer la stabilité, renforcer les institutions et promouvoir un développement inclusif et durable.

- **Renforcement de l'agriculture et de l'industrie** : Il est important de soutenir l'agriculture locale avec des infrastructures modernes et des politiques de subventions agricoles. Une attention particulière doit être portée à la création de chaînes de valeur agricoles pour diversifier les revenus des familles.
- **Réformes dans la gouvernance et la transparence** : La population appelle à une meilleure gestion des ressources publiques, avec un accent particulier sur la lutte contre la corruption. La mise en place d'un gouvernement plus transparent et responsable est essentielle pour regagner la confiance de la population.
- **Amélioration de l'accès aux services de base** : Les gouvernements et les organisations internationales doivent travailler ensemble pour améliorer l'accès aux services essentiels comme la santé, l'éducation et l'eau potable. Le transport pour accéder à ces services doit également être rendu plus abordable.
- **Protection des populations vulnérables** : Les politiques doivent se concentrer sur la réduction des inégalités, notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation et à l'emploi pour les femmes et les jeunes. La promotion des droits des femmes et l'amélioration de la protection des enfants contre la maltraitance sont également des priorités.
- **Remboursement de la dette historique imposée par la France**, en particulier celle de 1825, en tant que mesure de réparation.
- **Réforme fiscale** visant à élargir l'assiette et à renforcer la collecte effective des impôts, notamment en instaurant des mécanismes de contrôle, de pression et d'incitation pour amener les contribuables, en particulier les élites économiques, à s'acquitter de leurs obligations fiscales.
- **Renforcement des institutions** via des politiques de transparence, de justice indépendante et de lutte contre la corruption.
- **Reconnaissance officielle du rôle stratégique de la diaspora** dans le développement national.
- **Nouvelle architecture de l'aide internationale**, basée sur la co-construction avec les institutions locales, la société civile et les communautés.
- **Classement international revisité**, qui tient compte des critères sociaux, environnementaux et de justice historique.

1 Introduction

Haïti traverse, depuis plusieurs décennies, une série de crises multidimensionnelles économiques, sociales, politiques et environnementales qui affectent lourdement les conditions de vie de sa population. Bien que classé par la Banque mondiale parmi les pays à revenu intermédiaire, ce classement reste trompeur au regard des inégalités extrêmes, des vulnérabilités systémiques et des déficits structurels qui caractérisent le quotidien de la majorité des Haïtiens et Haïtiennes. Dans ce contexte, une compréhension fine et actualisée de la situation économique et sociale du pays s'avère cruciale pour repenser les réponses à la crise et réinterroger les catégories de classement international souvent déconnectées des réalités vécues.

C'est dans cette perspective que le Réseau Latino-Américain pour la Justice Économique et Sociale (Latindadd) a mandaté l'Organisation des Visionnaires Dévoués pour un Développement de Haute Modernisation (OVDDHMO) pour conduire une étude d'analyse de la situation économique et sociale actuelle en Haïti. Cette mission s'inscrit dans une volonté de faire entendre les réalités nationales à travers un prisme de justice économique, et de contribuer à un dialogue public éclairé autour des enjeux de pauvreté, d'inégalités, de dette et de gouvernance économique, tant au niveau national qu'international. Bien que des indicateurs macroéconomiques tels que le PIB par habitant soient couramment utilisés pour évaluer le niveau de développement d'un pays, ils ne suffisent pas à saisir la complexité de la réalité haïtienne. D'autres dimensions essentielles doivent être prises en compte, notamment l'inflation persistante, le chômage structurel, l'insécurité alimentaire, l'endettement croissant, l'effondrement des institutions, la violence généralisée, les flux migratoires, les effets du changement climatique, ainsi que de profondes inégalités sociales. En 2023, le PIB par habitant d'Haïti s'élevait à 1 693 dollars américains, tandis que le coefficient de Gini, basé sur la consommation, était de 0,41. Haïti reste à ce jour le pays le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes, et figure parmi les nations les plus défavorisées au monde (Banque mondiale, 2023).

L'étude vise donc à analyser les dimensions économiques et sociales de ces vulnérabilités, en s'appuyant notamment sur les outils conceptuels proposés par l'Atlas des vulnérabilités élaborées par Latindadd. Elle interroge également la pertinence du statut de pays à revenu intermédiaire attribué à Haïti, en montrant en quoi ce classement masque des failles profondes dans les politiques de développement et peut contribuer à l'exclusion du pays des mécanismes de solidarité internationale, tels que l'accès accru aux dons ou aux allègements de dette.

Dans une démarche participative, cette enquête s'appuie sur une revue documentaire, des entretiens avec des experts nationaux, ainsi que sur un processus de dialogue collectif incluant des acteurs de la société civile, des universitaires et des représentants d'institutions locales. L'objectif est de mettre en lumière les causes structurelles de la crise actuelle, d'identifier les principaux acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la dynamique de crise, et de formuler des recommandations de politiques économiques adaptées aux besoins du pays et centrées sur les droits humains et la justice sociale.

Ainsi, cette étude ambitionne de nourrir les débats publics et d'alimenter les plaidoyers pour une relecture des politiques économiques en Haïti, en privilégiant une approche ancrée dans la réalité sociale des populations les plus vulnérables.

1.1 But et objectifs de l'évaluation

Cette évaluation a pour but de fournir une analyse actualisée, critique et multidisciplinaire de la situation économique et sociale en Haïti. Elle intervient dans un contexte où le pays est classé parmi les États à revenu intermédiaire, une catégorisation largement remise en question au regard des vulnérabilités profondes et persistantes qui caractérisent sa réalité. L'étude vise à mettre en lumière les principaux défis

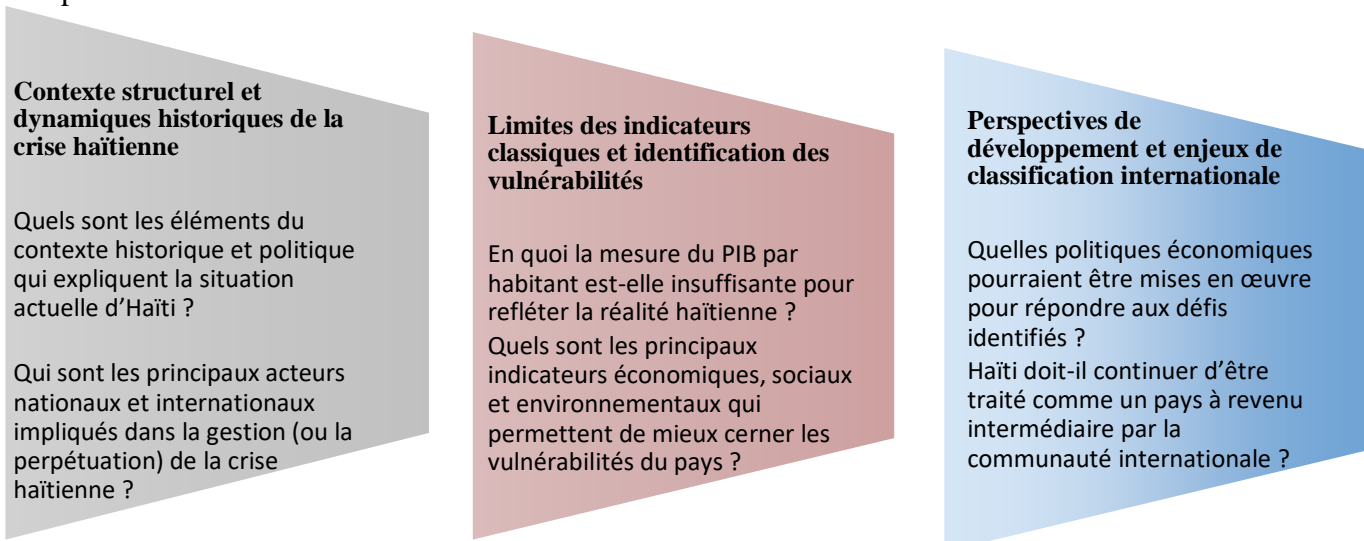
structurels et conjoncturels auxquels Haïti est confrontée, tout en proposant des pistes de réflexion et des leviers de plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en compte de ces réalités par les acteurs nationaux et internationaux. Elle contribue également à nourrir les débats publics et à appuyer les efforts de plaidoyer pour un traitement plus équitable d'Haïti dans les politiques de coopération et d'aide au développement.

Ainsi, cette évaluation de la vulnérabilité poursuit les objectifs suivants :

- Décrire le contexte historique, politique et économique qui a conduit à la situation actuelle.
- Identifier les principales vulnérabilités sociales, économiques et environnementales du pays à travers des indicateurs spécifiques.
- Interroger la pertinence du PIB par habitant comme indicateur principal du niveau de développement d'Haïti.
- Recenser les principaux acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la dynamique de crise haïtienne.
- Proposer des recommandations de politiques publiques à court, moyen et long terme, en cohérence avec une vision de justice économique et sociale.

1.2 Questions évaluatives

Les principales questions abordées dans le cadre de cette évaluation se regroupent en trois (3) parties :



1.3 Considérations éthiques

Dans le cadre de cette évaluation, plusieurs principes éthiques fondamentaux ont été respectés tout au long du processus de collecte et d'analyse des données :

- **Consentement éclairé** : Les participants à l'enquête quantitative ont été informés de la finalité de l'étude, de leur droit de refuser ou d'interrompre leur participation, et de la confidentialité de leurs réponses.

- **Anonymat et confidentialité** : Aucun nom ou information permettant d'identifier les répondants n'a été enregistré. Les données ont été analysées et présentées de manière agrégée.
- **Respect et inclusion** : Une attention particulière a été portée au respect des points de vue exprimés, à la diversité des profils consultés (académiques, associatifs, professionnels) et à l'équilibre des contributions.
- **Responsabilité** : Les analyses et recommandations ont été formulées en toute indépendance, avec un souci de rigueur et de redevabilité vis-à-vis des personnes ayant participé à l'étude.

2 Contexte général

2.1 Aperçu historique et politique

La République d' Haïti est la seule colonie esclavagiste qui a pu proclamer son indépendance en 1804 après plus de deux ans de guerre contre l'expédition de Leclerc en 1802. Cette victoire a eu comme conséquence la mise en quarantaine d'Haïti par les autres puissances coloniales de l'époque. L'indépendance fut considérée comme un défi, une anomalie, une provocation. Très tôt, le jeune Etat doit affronter des provocations internes et externes qui marqueront son futur immédiat.

Au niveau interne, l'indépendance est le résultat d'une alliance entre les élites noires et mulâtres pour chasser les français de l'île. Une fois indépendance proclamée, les mulâtres se considèrent comme les héritiers de leurs pères blancs ont fait main basse sur la propriété de la terre. Les dispositions prises par Dessalines pour rétablir l'ordre en ordonnant la vérification des titres de propriété sont à l'origine de son assassinat crapuleux le 17 octobre 1806.

L'assassinat de Dessalines ouvre la voie à la formation de deux Etats rivaux : « les mulâtres dans l'ouest avec Alexandre Pétion et Henri Christophe dans le nord ». Cet épisode dura 13 années et prit fin avec la mort de Christophe dans le nord le 8 octobre 1820. A partir de cette date, le pays a retrouvé son unité territoriale, sans avoir pu aboutir à l'unité nationale. Les élites qui ont fait main basse sur l'Etat organisent un pays à la hauteur de leur inspiration, sans s'occuper de la situation des paysans. L'arrière-pays est livré à lui-même.

Ce comportement irresponsable des élites politiques conduisent à de graves crises au XIXe siècle : La crise de 1843 qui a renversé le gouvernement de Boyer avec l'émergence des piquets dans le Sud, la crise de 1868 avec l'émergence des cacos dans le nord.

Cependant, la crise de 1868 a donné lieu à deux nouvelles données dans la politique haïtienne, l'émergence des masses urbaines dans la vie politique et la participation directe des étrangers dans la lutte pour le renversement des gouvernements en Haïti. Après la participation de l'Angleterre dans le renversement du président Salnave, dans la crise de 1888 entre François Denis Légitime, un candidat francophile et Florville Hyppolite un pro-américain, l'histoire nous révèle la participation des Allemands dans la crise de 1902 mettant au prise Anténor Firmin et Nord Alexis.

L'absence d'une cohésion nationale et la volonté de construire un avenir meilleur pour la population n'étaient pas la priorité des dirigeants de l'époque. L'Etat complétait avec les étrangers contre la nation.

➤ **Les relations avec le monde extérieur**

La date de 1825 devait être considérée comme une date charnière dans les relations du nouvelle Etat avec le monde extérieur. En effet, le 17 avril 1825, le Roi Charles X de France imposa à la jeune nation au prix du canon le paiement d'une indemnité de 150 millions de Francs pour l'ouverture des ports d'Haïti au commerce étranger. L'ordonnance non seulement exigeait cette énorme somme, mais exigea aussi la pratique d'un demi droit dans les pratiques commerciales entre Haïti et la France.

Cette indemnité a eu de graves conséquences économiques sur l'avenir d'Haïti et une dette était contractée auprès d'une Banque française pour le paiement du premier échéancier au mois de décembre de 1825. Cette double dette imposée par la France en 1825 plongeait Haïti dans un cycle de dette interminable tout au long du XIXe siècle pour honorer les prochains échéanciers. L'argent qui devrait être investi dans les infrastructures routières, éducatives, santé et autres était redirigé vers le paiement du cycle de la dette envers la France et sa Banque. Les efforts qui ont été consentis pour l'ouverture des écoles sous l'administration de Christophe dans le nord sont abandonnés, car l'Etat n'avait plus de numéraire pour répondre au projet de développement national.

➤ **Le cycle de gouvernance chaotique du XX siècle**

Le cycle de gouvernance chaotique du XIXe siècle se poursuit au XX siècle avec des généraux qui s'imposent et se succèdent. De la chute du président Nord Alexis à l'occupation américaine de 1915, le pays a connu 7 présidents.

L'occupation militaire des Etats Unis d'Amérique a augmenté la haine d'une catégorie d'haïtien contre une autre. Pendant ces 19 ans d'occupation aucun noir n'a été élu président de la République. Les occupants dirigeaient avec l'Elite mulâtre qui se comportait en bon serviteur au détriment de l'Elite noire. Cette tendance continuait après l'occupation américaine jusqu'en 1946.

L'élection de Dumarsais Estime à la présidence en 1946 est considérée comme une révolution par les noirs en Haïti. Cette révolution noiriste n'a pas donné les résultats escomptés, alors que le pays était sur la bonne voie, le président fut renversé par un coup d'Etat militaire avant la fin de son mandat.

En 1957, l'élection de François Duvalier à la présidence fut considérée comme la réincarnation de noirisme au pouvoir. Mais une fois élu, le nouveau président désarticula toutes les structures vitales de l'Etat et construisit un Etat à son service. Il a changé la constitution pour s'offrir la présidence à vie de la République en chassant vers l'exil les étrangers ou en les jetant en prison. Sa dictature 14 ans sans avoir pu aider le pays à sortir du sous-développement. A sa mort, son fils de 18 ans, sans expériences dans les affaires étatiques furent désigné pour lui remplacer. Il a passé 15 ans au pouvoir et laissant derrière lui, un pays totalement vulnérable à tous les niveaux.

Après plus de 29 ans de dictatures père et fils, le pays avait encore un taux analphabétisme de 80%, pas de grands projets routiers, agricoles et industriels. Ces 29 ans de gouvernances peuvent être considérées comme des années perdues.

➤ **La transition qui n'en finit pas**

Depuis la chute de la dictature en 1986, la transition démocratique en Haïti a été marquée par une succession de crises : coups d'Etat sanglants, élections truquées, et modèles de gouvernance dépourvus de véritables projets de société. À cela s'ajoute l'assassinat du président Jovenel Moïse, survenu le 7 juillet 2021 avant la fin de son mandat, symbole d'une instabilité politique persistante.

Depuis l'indépendance en 1804, le pays est dominé par un mode de gouvernance autocratique, où le peuple reste largement exclu des affaires publiques. Lorsque le système s'effondre, c'est souvent la population qui tente de reprendre la parole politique. Cependant, l'élite économique nationale, appuyée par l'ingérence étrangère, contribue à revitaliser et maintenir ce même système au détriment d'un véritable changement.

La crise actuelle s'inscrit dans cette continuité, mais elle prend l'allure d'une crise d'orientation : d'un côté, une population en quête d'un avenir plus juste et digne ; de l'autre, des laissés-pour-compte qui réclament enfin une place autour de la table du pouvoir.

Depuis 1986, après la chute du régime de Jean-Claude Duvalier, Haïti semblait vouloir tourner la page de la dictature pour s'engager vers une démocratie souveraine et solidaire. Ce désir collectif s'est exprimé dans l'adoption, par référendum, de la Constitution de 1987, qui portait les espoirs d'un Etat au service du bien commun. Pourtant, les ambitions réelles de nombreux acteurs de l'époque ne correspondaient

pas à cette vision. Aujourd'hui encore, la corruption, l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance et la détérioration des conditions économiques et sociales sont devenues des constantes dans la trajectoire du pays depuis près de quatre décennies.

Dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, qui regroupe environ 30 % de la population, la période 2020-2025 s'avère particulièrement dramatique. À la crise sanitaire mondiale due à la pandémie de COVID-19, ayant causé des millions de morts à l'échelle internationale et plusieurs centaines en Haïti s'ajoute une explosion de la violence : multiplication des gangs armés, massacres ciblant policiers et civils, enlèvements quotidiens, pillages, incendies, déplacements forcés de populations entières cherchant à fuir l'insécurité.

Face à cette situation chaotique, l'État, déjà fragilisé par l'assassinat du président Moïse et l'absence prolongée d'autorités légitimes, se montre incapable de restaurer l'ordre, de garantir la sécurité ou même d'exister pleinement.

2.2 Évolution économique et sociale d'Haïti

L'économie haïtienne, dès l'indépendance, a souffert d'une absence de vision de développement structurée. Le démantèlement du système de plantation n'a pas été accompagné d'une réforme agraire équitable. Les terres furent accaparées ou morcelées sans stratégie productive, marginalisant durablement les zones rurales.

Tout au long du XIXe siècle, l'économie resta dépendante du paiement de la dette imposée par la France, absorbant les ressources nécessaires à l'investissement public. Le peu de projets éducatifs et de développement lancés, notamment sous Christophe, furent abandonnés faute de moyens.

Au XXe siècle, Haïti connaît une **désindustrialisation progressive**, aggravée par les politiques d'ajustement structurel dans les années 1980-1990. Ces réformes, dictées par le FMI et la Banque mondiale, accentuèrent la dépendance du pays aux importations, démantelèrent le tissu productif local et creusèrent les inégalités.

Sur le plan social, l'État centralisé n'a pas su répondre aux besoins fondamentaux des populations rurales et urbaines pauvres. Éducation, santé, logement et infrastructures sont restés sous-développés. L'après-séisme de 2010 en est une illustration frappante : la prolifération des ONG opérant sans coordination efficace avec les institutions haïtiennes a engendré une « république parallèle », renforçant la dépendance à l'aide internationale au lieu de bâtir une résilience locale.

2.3 Principaux défis structurels et conjoncturels

Haïti affronte une série de défis profonds, à la fois historiques et liés à des événements récents, qui s'alimentent mutuellement :

Défis structurels :

- Une gouvernance historiquement autoritaire, clientéliste et centralisée, ayant exclu les masses populaires de la gestion de l'État.
- Une économie désarticulée, sans base industrielle solide ni politique agricole cohérente.
- De profondes inégalités sociales et territoriales, exacerbées par la concentration des services à Port-au-Prince.
- Un système éducatif non universel, inégalitaire, qui reproduit les fractures sociales.
- Un sous-investissement chronique dans les secteurs stratégiques : santé, routes, énergie, eau potable, etc.

Défis conjoncturels :

- Une crise politique aiguë depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, avec une vacance de leadership légitime.
- L'essor incontrôlé des gangs armés et la perte progressive du contrôle territorial par l'État.
- Une inflation galopante, entraînant un effondrement du pouvoir d'achat.
- Des catastrophes naturelles récurrentes (séismes, ouragans), face auxquelles les réponses étatiques sont souvent inadéquates.
- Une crise de confiance généralisée entre la population, les institutions nationales et la communauté internationale.

3 Méthodologie et conception de l'étude

Afin de mener à bien cette évaluation, une méthodologie rigoureuse a été mise en place, articulant des approches quantitatives et participatives, et favorisant un dialogue entre les savoirs académiques, les expertises techniques, la société civile et les jeunes universitaires. Cette démarche repose sur une approche méthodologique mixte, combinant une analyse documentaire approfondie à une enquête quantitative ciblée.

Ce croisement des méthodes permet d'enrichir la compréhension des dynamiques à l'œuvre en mobilisant des perspectives complémentaires : académiques, institutionnelles et citoyennes.

L'évaluation vise à appréhender la complexité de la situation économique et sociale en Haïti au-delà des seuls indicateurs classiques de croissance ou de revenu. Elle s'appuie sur une triangulation méthodologique des sources et des outils, permettant une lecture croisée et approfondie des réalités institutionnelles, communautaires et expertes.

Mobilisation d'expertise

Deux (2) spécialistes nationaux ont été engagés pour piloter la réflexion et garantir la rigueur de l'analyse :

- **Un historien**, chargé d'élaborer le cadre historique et politique permettant de comprendre les fondements structurels de la crise haïtienne et de proposer des solutions alternatives.
- **Un sociologue**, responsable de l'analyse sociale et des recommandations.

En complément de l'analyse documentaire, ces deux spécialistes ont travaillé en étroite collaboration pour structurer l'étude autour des questions évaluatives définies par le mandat. Leur collaboration a permis d'articuler les dynamiques historiques aux réalités sociales et économiques actuelles, en s'appuyant à la fois sur des sources secondaires et primaires.

3.1 Revue documentaire

Des sources nationales et internationales ont été mobilisées, incluant des rapports d'organisations internationales (Banque mondiale, FMI, PNUD, UNICEF), des publications universitaires, des données produites par des institutions haïtiennes (Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique - IHSI, Ministères sectoriels), ainsi que des rapports d'ONG et d'organisations de la société civile.

3.1.1 Enquête quantitative

3.1.1.1 Méthode quantitative

Une **enquête par questionnaire** a été réalisée auprès d'un échantillon ciblé de **40 personnes**, réparties initialement entre plusieurs catégories socioprofessionnelles :

- Étudiant – Université d'État d'Haïti
- Étudiant – Université Notre-Dame
- Membre OSC – Collectif Jeunes pour le Changement
- Étudiant – Faculté des sciences sociales
- Membre d'un groupe de réflexion économique
- Journalistes
- Représentant de la Banque Interaméricaine de Développement (BID)
- Médecin
- Gestionnaires
- Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Dix lettres d'invitation ont été envoyées à des personnes représentatives de ces catégories. Toutefois, en raison de contraintes opérationnelles, de logistiques, de désistements et du contexte sécuritaire instable, la participation a dû être ajustée en cours de collecte. Au final :

- **36 questionnaires** valides ont été collectés avec un manquement de 4 à l'échantillon initial ;
- Les **étudiants** ont été **sur-représentés**, car ils étaient plus facilement accessibles, disponibles durant la période visée, et très intéressés par la thématique ;
- Certains **acteurs publics et figures politiques** initialement contactés n'ont pas pu confirmer leur participation dans les délais impartis.

Cette enquête a permis de recueillir des **perceptions, opinions et recommandations** sur la situation économique et sociale actuelle du pays, enrichissant ainsi les analyses qualitatives par des données chiffrées et comparables.

3.1.2 Recrutement et formation du personnel de terrain

Afin de garantir le succès de l'opération de collecte de données, le personnel sur le terrain a été sélectionné en fonction de leur disponibilité, de leurs compétences, et en tenant compte d'un référencement de personnes possédant une expérience dans la collecte de données. Dans cette optique, 7 agents enquêteurs (AE) ont été recrutés pour l'enquête quantitative, placés sous la supervision d'un staff d'OVDHMO. Ils ont été formés en accord avec les objectifs de l'étude, la méthodologie privilégiée pour la collecte de données, ainsi que sur les techniques de remplissage du questionnaire et de conduite des entretiens.

3.1.3 Collecte de données

La collecte de données pour l'étude d'évaluation de la situation économique et sociale en Haïti s'est déroulée du 20 janvier au 30 mars 2025 dans le département de l'Ouest. Il convient de noter plusieurs périodes d'arrêt liées à la crise politique actuelle du pays. Chaque entretien a duré entre 30 et 45 minutes.

3.1.4 Méthode de collecte, de contrôle et de supervision

Les contributions recueillies, combinées aux analyses historiques et sociologiques, ont été croisées avec des sources secondaires (rapports institutionnels, statistiques nationales et internationales, littérature grise). Une attention particulière a été portée aux indicateurs de vulnérabilité mis en avant dans l'**Atlas des vulnérabilités** développé par Latindadd, notamment :

- la pauvreté,

- les inégalités,
- la dette,
- la sécurité et l'instabilité politique.

Cette triangulation a permis de renforcer la validité des constats et d'appuyer les recommandations proposées dans une perspective à la fois critique et ancrée dans la réalité locale.

3.2 Traitement et Analyse de données

Les données ont été recueillies à l'aide de smartphones équipés d'une version électronique du questionnaire de l'enquête. Une fois les données validées sur le terrain, les fichiers ont été transférés vers le serveur de la firme via la plateforme ONA. Ils ont ensuite été enregistrés, compilés et traités à l'aide du tableur Excel.

4 Limites et défis

4.1 Défis rencontrés

L'activité de collecte de données qualitatives s'est déroulée dans un contexte particulièrement difficile, marqué par plusieurs obstacles :

- **Insécurité** : les violences à Port-au-Prince, la présence de gangs et la méfiance des participants ont limité l'accès à certaines zones et la participation.
- **Problèmes logistiques** : retards dans la planification, difficultés de déplacement, et manque de réactivité de certains invités.
- **Déroulement des entretiens** : abandon en cours d'entretien, réticence à certaines questions, et réponses parfois incomplètes par peur de représailles ou par méfiance.

4.2 Limites de l'évaluation

Malgré les efforts déployés, certaines limites méthodologiques et contextuelles ont affecté la représentativité de l'échantillon :

- **Surreprésentation des étudiants** : Les étudiants ont constitué la majorité des répondants, en raison de leur disponibilité, de leur intérêt manifeste pour le sujet et de leur accessibilité. Les autres catégories ciblées (acteurs politiques, représentants institutionnels) ont été peu représentées ou n'ont pas répondu à l'invitation.
- **Taille de l'échantillon** : 36 personnes interrogées sur les 40 prévues, à cause de quelques désistements.

Malgré ces contraintes, les données recueillies apportent un éclairage utile et pertinent sur la situation haïtienne. Elles constituent une base exploitable pour Latindadd afin de nourrir les débats, renforcer les analyses et orienter les stratégies futures de plaidoyer et d'intervention.

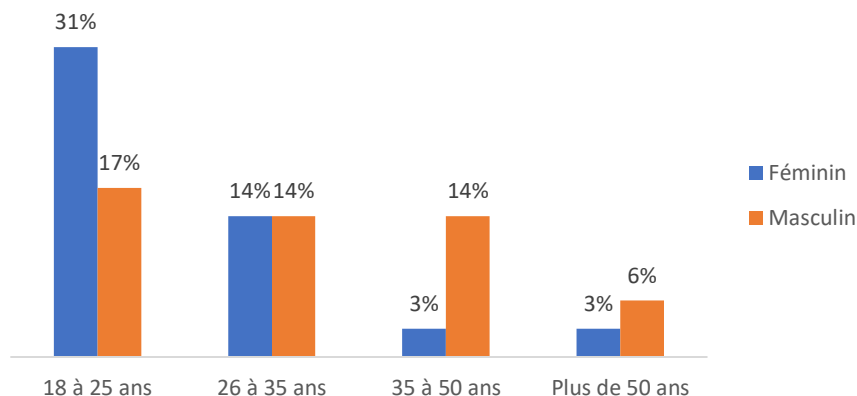
5 Résultats

5.1 Profil des répondants

L'échantillon retenu pour cette évaluation comprend 36 participants, répartis équitablement entre 18 femmes et 18 hommes. La tranche d'âge la plus représentée est celle des 18 à 25 ans, ce qui s'explique

par la forte participation de jeunes universitaires, majoritaires parmi les personnes interrogées. La majorité des répondants, soit 29 sur 36, sont célibataires. Parmi eux, 27 sont des étudiants universitaires, tandis que les autres ont suivi une formation professionnelle. Sur l'ensemble des participants, seuls 13 occupent un emploi salarié et 3 exercent une activité en tant que travailleurs indépendants.

Graphique 2 Répartition des participants enquêtés par sexe selon l'âge

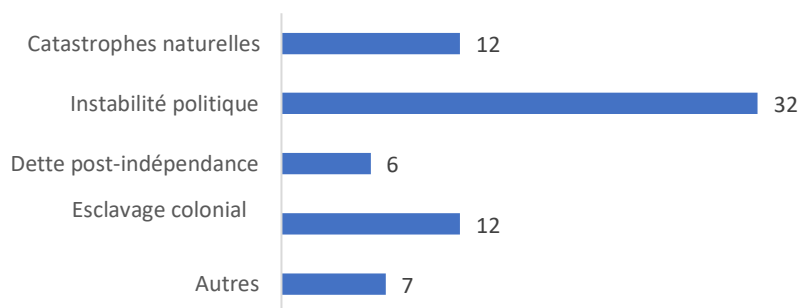


Source : *Elaboration propre*

5.2 Dynamiques Historiques, Politiques et Économiques

L'analyse révèle que l'instabilité politique est perçue comme le principal frein au développement d'Haïti (**32 répondants**), suivie par des facteurs historiques (esclavage colonial, dette post-indépendance) et économiques, un fardeau historique ayant entravé les possibilités de développement économique autonome. Les catastrophes naturelles sont également vues comme un obstacle majeur soit **12 répondants**. Elles appellent la vulnérabilité géographique du pays, exacerbée par l'absence de résilience institutionnelle. Les réponses classées dans la catégorie "Autres" (**7 répondants**) mettent en avant des problèmes structurels comme le manque d'investissement dans l'éducation, la mauvaise gouvernance, l'insécurité, et l'absence de réforme agraire. Enfin, l'occupation américaine est évoquée comme un acte d'accaparement des ressources nationales (réserve d'or), renforçant le sentiment de dépossession.

Graphique 2 Répartition des participants enquêtés par principales causes historiques des défis économiques d'Haïti



Source : *Elaboration propre*

En ce qui concerne l'impact de la gouvernance des 10 dernières années sur la situation actuelle du pays, 25 personnes (**soit 69% des répondants**) jugent l'impact de la gouvernance comme très négatif, ce qui reflète un fort désenchantement face à la gestion du pays au cours de la dernière décennie. En ajoutant les 9 réponses "négatif", ce sont **34 répondants sur 36 (94%)** qui expriment une perception critique (très négative ou négative). Une seule personne adopte une position neutre, ce qui montre une quasi-absence d'indifférence ou de modération dans les opinions. Les positions sont très polarisées vers le négatif. Les femmes sont légèrement plus nombreuses à exprimer une opinion très négative (**10 femmes contre 15 hommes**), mais elles sont aussi plus représentées dans la catégorie "négatif" (**6 femmes contre 3 hommes**). Cela suggère que si les hommes tendent à exprimer des jugements plus sévères (très négatifs), les femmes expriment davantage une déception mesurée (négatif), tout en partageant globalement la même insatisfaction.

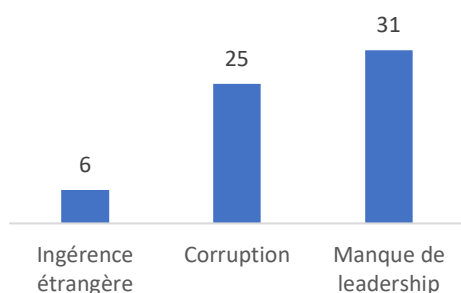
➤ **Événements récents ayant aggravé la situation économique et sociale d'Haïti**

Les répondants identifient une série d'événements récents comme les principales causes de la détérioration économique et sociale en Haïti. Parmi les faits les plus marquants figurent l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, qui a accentué l'effondrement institutionnel et créé un vide de pouvoir, propice à l'expansion incontrôlée des gangs armés. Cette insécurité généralisée, nourrie par la prolifération du banditisme et l'inefficacité des forces de l'ordre, affecte profondément la vie quotidienne, entravant les activités économiques, les déplacements et l'accès aux services de base. En parallèle, l'instabilité politique chronique, l'irresponsabilité étatique et la mauvaise gouvernance, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Michel Martelly, sont dénoncées comme des catalyseurs de la crise actuelle.

S'ajoutent à cela des scandales financiers comme le détournement des fonds PetroCaribe, qui illustrent un climat d'impunité et sapent la confiance envers les autorités. Les catastrophes naturelles (comme le séisme de 2010) et la pandémie de COVID-19 ont également joué un rôle déstabilisateur majeur, aggravant la précarité sociale. D'autres éléments comme le phénomène "peyi lòk", la perception négative du conseil présidentiel, ou encore des opérations policières ratées, viennent compléter ce tableau d'un État affaibli, en perte de contrôle face à une crise multidimensionnelle.

Principaux obstacles à la stabilité politique en Haïti aujourd'hui

Graphique 3 Répartition des participants enquêtés par principaux obstacles à la stabilité politique en Haïti aujourd'hui



Ce graphique met en évidence trois obstacles majeurs à la stabilité politique en Haïti, selon les répondants :

Manque de leadership – 31 mentions : C'est l'obstacle le plus cité. Il reflète une crise de gouvernance, marquée par l'absence de vision claire, de coordination des actions publiques, et de figures politiques capables de mobiliser la société autour d'un projet commun.

Source : *Elaboration propre*

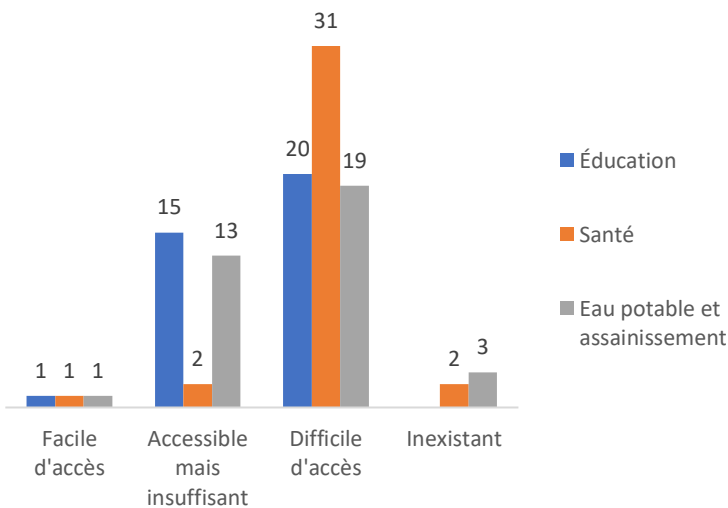
Corruption – 25 mentions : La corruption est identifiée comme un facteur systémique, qui affaiblit les institutions, alimente la méfiance envers l'État et freine toute tentative de réforme ou de progrès.

Ingérence étrangère – 6 mentions : Bien que moins fréquemment mentionnée, l'ingérence étrangère est perçue comme une entrave à l'autonomie de décision et à la souveraineté nationale, notamment dans les sphères politique et économique.

Les obstacles à la stabilité politique en Haïti vont bien au-delà du manque de leadership et de la corruption, en englobant des facteurs structurels et sociopolitiques profonds. L'insécurité généralisée, l'absence de mécanismes clairs de transition politique, ainsi que le manque de continuité dans les projets nationaux affaiblissent durablement la gouvernance. À cela s'ajoutent une faible participation citoyenne, la méfiance envers les élections, la fraude électorale, et l'absence de représentants légitimes, qui minent la légitimité des institutions. Le manque de contrôle des frontières, la faiblesse des forces de l'ordre, les tensions entre intérêts économiques et politiques, ainsi que le manque d'éducation viennent aggraver la crise. Enfin, la perception d'une ingérence étrangère et d'un néocolonialisme ravive les inquiétudes sur la souveraineté du pays. Ensemble, ces éléments forment un paysage de blocages complexes qui entravent toute avancée vers une stabilité durable.

5.3 Conditions de Vie et Accès aux Services

Graphique 4 Répartition des participants enquêtés par accès aux services de base



Les résultats révèlent une situation de grande vulnérabilité sociale. Ils montrent une accessibilité très limitée aux services de base, en particulier en santé et en eau, ce qui révèle des carences structurelles profondes et appelle à des interventions urgentes et ciblées.

Pour l'**éducation**, bien que 15 personnes la jugent "accessible", 20 estiment qu'elle est "difficile d'accès", et seulement 1 la considère comme "facilement accessible". Cela montre que, malgré une certaine disponibilité, l'accès reste un défi pour une majorité, probablement en raison de contraintes géographiques, économiques ou infrastructurelles.

Source : *Elaboration propre*

La situation est encore plus critique dans le domaine de la **santé** : 31 répondants jugent l'accès "difficile", 2 le qualifient d'"inexistant", et seuls 3 (1 "facile", 2 "accessible") estiment qu'il est raisonnablement atteignable. Cela met en lumière une carence flagrante en services de santé, avec des implications graves sur la qualité de vie, surtout dans un contexte de crises multiples.

Concernant l'**eau potable et l'assainissement**, 19 participants jugent l'accès "difficile", 3 disent qu'il est "inexistant", et seulement 14 le trouvent accessible ou facile. Cela reflète une précarité significative en matière d'hygiène et de santé publique, pouvant favoriser la propagation de maladies hydriques et accentuer la vulnérabilité des populations.

➤ **Défis sociaux perçus dans les communautés locales**

L'analyse des réponses recueillies met en lumière l'**insécurité alimentaire** comme le principal défi social ressenti dans les régions des participants. Elle est citée par **18 répondants**, soit **50 % de l'échantillon**, illustrant une **situation alarmante en matière de sécurité nutritionnelle**. Ce phénomène s'explique en grande partie par l'**instabilité économique, la pauvreté persistante, et les perturbations agricoles** causées par l'insécurité généralisée.

Viennent ensuite **la santé et l'accès à l'éducation**, chacun mentionné par **5 participants**. Ces deux secteurs fondamentaux pour le bien-être des communautés révèlent eux aussi d'importantes carences. Bien qu'ils soient moins cités que la faim, ils constituent des préoccupations centrales dans la vie quotidienne des habitants.

D'autres défis comme l'**insécurité, le manque de logements décentes et l'accès limité à l'eau potable** sont également évoqués, bien que dans une moindre mesure. Ces réponses indiquent une **variabilité des problèmes selon les contextes locaux** et les expériences individuelles, soulignant la complexité des réalités sociales sur le terrain.

➤ **Perception de la qualité des infrastructures sociales**

La qualité des infrastructures sociales — telles que les **hôpitaux, écoles, et routes** — est perçue de manière **très négative** par une majorité des participants. Sur les **36 répondants**, **20** considèrent qu'elle est « **très mauvaise** », soit **plus de la moitié de l'échantillon**. Cette perception est particulièrement marquée chez les hommes (13 mentions), par rapport aux femmes (7 mentions), traduisant une **forte insatisfaction** quant aux services publics dans leurs régions respectives.

De plus, **9 répondants** estiment que la qualité est « **mauvaise** », tandis que **6** la jugent « **moyenne** », confirmant la tendance générale à considérer les infrastructures sociales comme **insuffisantes ou dégradées**. Une seule personne a évalué ces infrastructures comme étant « **bonnes** », ce qui illustre l'ampleur du **déficit de services de base** dans la majorité des communautés interrogées. Cette situation souligne l'**urgence d'investissements publics significatifs** pour améliorer les conditions de vie de la population.

➤ **Groupes les plus vulnérables**

Concernant les groupes perçus comme les plus vulnérables, **les enfants** arrivent en tête avec **31 mentions sur 36**, exprimant une **préoccupation massive** autour de leur sécurité, de leur accès à l'éducation, à la nutrition et aux soins de santé.

Ils sont suivis par **les personnes en situation de handicap** (22 mentions) et **les personnes âgées** (17 mentions), souvent confrontées à un **manque d'infrastructures adaptées**, à des **soins insuffisants** et à une **forte précarité économique**. Bien que moins fréquemment citées (13 mentions), **les femmes** sont aussi perçues comme vulnérables, en raison de leur **exposition aux violences, aux discriminations**, et à **des charges domestiques non partagées**.

➤ **Axes prioritaires de changement**

Les participants ont identifié plusieurs **pistes de changement prioritaires** pour améliorer les conditions sociales dans leurs communautés. En tête de ces préoccupations figure la **sécurité**. La population réclame **l'éradication du banditisme, le désarmement des gangs armés**, ainsi que **la stabilisation de l'ordre public**, conditions indispensables à tout développement durable.

En parallèle, les répondants appellent à une **meilleure gouvernance**. Ils souhaitent **une lutte effective contre la corruption, une gestion transparente des affaires publiques**, et **le remplacement des dirigeants jugés inefficaces ou complices de la crise actuelle**.

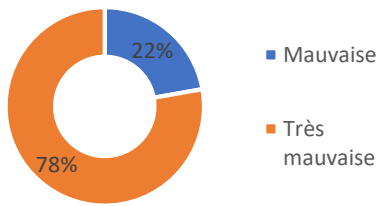
L'éducation constitue un autre pilier central. Les citoyens interrogés réclament une éducation publique de qualité, accessible à tous, ainsi que des programmes de formation professionnelle **adaptés** aux besoins de la jeunesse et du marché du travail.

À ces priorités s'ajoutent des demandes claires pour **l'amélioration des infrastructures sociales** (routes, hôpitaux, écoles), la **création d'emplois**, et **une mobilisation citoyenne renforcée**. Les répondants insistent aussi sur la **revalorisation des valeurs familiales**, le **développement de l'agriculture locale**, la **promotion de l'entraide communautaire**, et **l'engagement actif des leaders locaux** comme leviers clés pour un changement durable.

5.4 Économie et Secteurs en Crise

L'analyse des réponses sur la perception de la situation économique actuelle d'Haïti révèle une **forte inquiétude partagée** par l'ensemble des participants, **sans distinction de genre**. Sur les **36 répondants**, **28 la qualifient de "très mauvaise"** (soit **78%**), tandis que les **8 autres la jugent "mauvaise"** (22%). Aucun répondant n'a évalué la situation de manière neutre ou positive.

Graphique 5 Répartition des participants enquêtés par situation économique actuelle d'Haïti

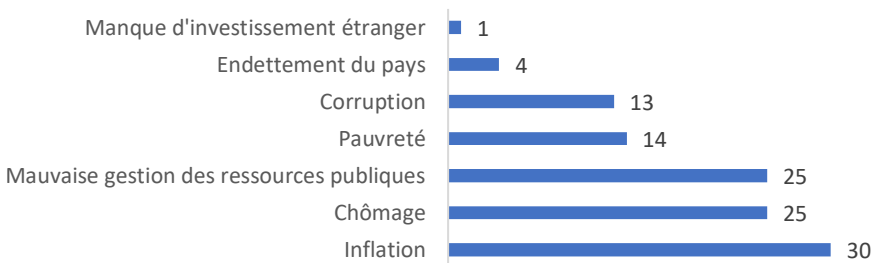


Cette perception quasi unanime traduit une **crise économique profonde**, marquée probablement par l'inflation, la dépréciation de la monnaie, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat et l'effondrement des secteurs productifs. Elle met aussi en évidence un **sentiment collectif d'impasse économique**, perçu aussi bien par les femmes que les hommes. Cela souligne l'urgence d'interventions structurelles pour restaurer la confiance et relancer l'économie du pays.

Source : *Elaboration propre*

Les répondants identifient trois principaux problèmes économiques en Haïti : **l'inflation, le chômage et la mauvaise gestion des ressources publiques**. L'inflation est la préoccupation majeure, car elle affecte directement le pouvoir d'achat et les conditions de vie. Le chômage et la mauvaise gouvernance économique traduisent un manque d'opportunités et une faible confiance envers les institutions.

Graphique 6 Répartition des participants enquêtés par trois principaux problèmes économiques en Haïti



Source : *Elaboration propre*

En complément, **la pauvreté et la corruption** sont également jugées préoccupantes. Elles renforcent les inégalités sociales et témoignent d'un climat général de méfiance, d'instabilité et d'absence de perspectives économiques durables.

L'étude montre une remise en question majoritaire du PIB par habitant comme reflet fidèle de la réalité vécue par la population, au profit d'indicateurs plus sociaux ou multidimensionnels. Les résultats révèlent une **perception partagée** des répondants quant à la pertinence du PIB par habitant pour refléter la réalité économique et sociale en Haïti. **19 répondants (soit plus de la moitié)** estiment que le PIB par habitant **ne reflète pas** fidèlement la réalité du pays. Cela suggère une critique du PIB comme indicateur unique, jugé insuffisant pour capturer des aspects clés tels que les inégalités, la pauvreté ou l'accès aux services de base. **15 personnes** pensent au contraire que cet indicateur reste **représentatif**, probablement en tant que mesure globale de la richesse produite par habitant, même s'il ne reflète pas la répartition. Enfin, **2 répondants ne savent pas**, ce qui montre une certaine méconnaissance ou incertitude face à cet outil économique.

Les résultats indiquent que l'agriculture (30 réponses) et le commerce informel (26 réponses) sont les secteurs les plus durement touchés par les défis actuels en Haïti. Ces deux piliers de l'économie populaire souffrent particulièrement de l'insécurité, de l'absence d'investissements et de conditions de travail précaires. Les secteurs des services (17 mentions) et de l'industrie (14 mentions) subissent eux aussi des effets négatifs, bien que moindres, liés à la baisse d'activité, à la dégradation des infrastructures et à l'instabilité économique. Ces constats traduisent une fragilisation généralisée de l'économie nationale.

Par ailleurs, l'évolution des conditions de vie au cours des cinq dernières années est perçue de manière largement négative. Une majorité écrasante (83,33 %) des répondants déclare une détérioration de leur niveau de vie, reflet d'une aggravation des conditions économiques, sociales et sécuritaires. À peine 8,33 % signalent une amélioration, tandis que la même proportion considère que leur situation est restée inchangée. Ces données traduisent un profond malaise socio-économique et un sentiment marqué de recul en matière de bien-être.

Concernant les inégalités, 97,22 % des participants estiment qu'elles entravent fortement (50 %) ou très fortement (47,22 %) l'accès aux services essentiels tels que l'éducation, la santé et le logement. Ce constat met en lumière une conscience aiguë des injustices sociales et l'impact disproportionné sur les populations les plus vulnérables. Seuls 2,78 % jugent leur effet modéré, ce qui souligne l'urgence d'une action publique équitable et inclusive pour réduire ces disparités et garantir un accès universel aux services de base.

Enfin, les réponses mettent en évidence les effets dévastateurs des récents désastres naturels sur l'économie locale. Parmi les conséquences notables figurent la destruction d'infrastructures, la perturbation des activités agricoles, la baisse de la production locale, surtout en milieu rural, et une hausse de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Les catastrophes ont également provoqué des déplacements de population, des pertes alimentaires, une montée du chômage et une difficulté accrue à se procurer les biens essentiels. L'économie locale est ainsi affaiblie par une répétition des chocs, un manque de résilience structurelle et l'insuffisance du soutien public, compromettant toute perspective de redressement durable.

➤ **Perceptions sur le Statut de Pays à Revenu Intermédiaire**

La majorité des répondants rejette l'idée qu'Haïti soit classé comme un pays à revenu intermédiaire. Plusieurs craignent que ce classement ne reflète pas la réalité socio-économique du pays, notamment la pauvreté généralisée, la fuite des compétences, l'insécurité, et la faiblesse institutionnelle. Si certains entrevoient des avantages potentiels, tels que l'amélioration de l'image du pays, l'augmentation des investissements étrangers ou un meilleur accès aux financements internationaux, ces bénéfices sont largement contrebalancés par les inconvénients perçus. Près de 70 % des participants estiment que ce changement de statut entraînerait une **réduction de l'aide internationale**, alors même que la majorité de la population vit encore dans des conditions de grande précarité.

Les répondants soulignent également que ce classement, s'il n'est pas accompagné de politiques adaptées, risquerait d'accentuer les inégalités et de provoquer une mauvaise allocation des ressources. Plusieurs insistent sur la nécessité d'**aligner le statut économique du pays avec ses réalités locales**, notamment en intégrant le secteur informel dans les statistiques officielles, en renforçant les institutions publiques, et en lançant des politiques de développement inclusives. Les recommandations convergent vers l'importance d'investir dans les secteurs clés comme **l'agriculture, l'éducation, la santé, les**

infrastructures et la **création d'emplois**, afin d'assurer une transition économique réelle, et non simplement symbolique.

Enfin, les **critères sociaux et environnementaux** sont jugés essentiels par plus de 80 % des répondants dans l'évaluation du statut d'Haïti. Beaucoup réclament une prise en compte des inégalités sociales, du niveau de vie réel, et des indicateurs environnementaux dans la reclassification du pays. Pour eux, il ne s'agit pas seulement de chiffres économiques, mais de refléter la capacité du pays à offrir une vie digne à sa population. En ce sens, toute tentative de reclassement devrait être précédée d'un **processus de transformation structurelle**, dans une logique de justice sociale, de souveraineté économique, et de durabilité.

5.5 Inégalités et Insécurité : Défis Sociaux Majeurs

La grande majorité des répondants affirment ne pas avoir accès à des opportunités économiques satisfaisantes, que ce soit en matière d'emplois ou d'entrepreneuriat. Cette carence est directement reliée, selon eux, à l'aggravation des inégalités sociales et à la montée de l'insécurité dans leurs communautés. En ce sens, le **manque d'opportunités économiques** est mentionné de façon récurrente comme l'un des **principaux facteurs alimentant l'insécurité**, souvent en combinaison avec la **prolifération des gangs armés** et la **corruption généralisée de l'État**. Ces éléments, perçus comme interdépendants, nourrissent un cycle de violence et de désespoir dans lequel la population peine à entrevoir des solutions durables.

Parmi les autres causes mentionnées, plusieurs répondants dénoncent l'**influence négative d'acteurs internationaux**, ainsi que le **trafic d'armes et de drogue**, qui alimentent la violence et fragilisent davantage l'État haïtien. Pour contrer cette situation, les propositions se convergent vers des **changements structurels**, notamment la **réforme de la gouvernance**, le **désarmement des gangs**, l'**amélioration de l'accès à l'éducation**, et la **création d'emplois locaux**. D'autres plaident pour une **meilleure justice sociale**, une implication plus active de la population dans la vie communautaire et la mise en place d'**infrastructures publiques** solides. Beaucoup insistent également sur la **moralisation de la vie politique**, avec un appel clair à choisir des dirigeants honnêtes et responsables.

Enfin, la quasi-totalité des participants (97%) indiquent une **augmentation de l'insécurité dans leur région**, ce qui témoigne d'un sentiment d'urgence et de vulnérabilité grandissant. L'insécurité ne se limite plus à la violence physique : elle englobe aussi l'**instabilité économique**, l'**absence de services de base**, et la **perte de confiance envers les institutions**. Pour améliorer les conditions sociales, les répondants appellent à des **réformes multisectorielles** touchant à la sécurité, l'éducation, la santé, l'emploi et la justice, tout en redonnant une place centrale aux **valeurs humaines**, à la **solidarité communautaire** et à la **dignité citoyenne**. Une reconstruction sociale et économique profonde est ainsi jugée essentielle pour sortir du climat actuel de crise. Enfin, plusieurs répondants souhaitent que les résultats de cette étude soient **diffusés, débattus et utilisés comme base d'action**, notamment dans les universités et les espaces de décisions publiques.

5.6 Rôle des Acteurs et Impact des Interventions

La population haïtienne identifie le gouvernement haïtien, le secteur privé (75 %) et la société civile (65 %) comme les principaux acteurs nationaux influençant la situation économique et sociale du pays. Plus de 90 % des répondants considèrent l'État comme un acteur central dans la gestion des crises actuelles.

Toutefois, leur efficacité est souvent remise en question, en raison d'une mauvaise gouvernance, d'un manque de coordination, de la faiblesse des institutions et de l'absence d'une vision de développement claire. Certains mentionnent également le rôle non négligeable de la diaspora, des ONG locales, et même de groupes armés, ce qui illustre la complexité et la fragmentation des dynamiques nationales. Beaucoup appellent à une implication plus forte, plus structurée et plus transparente de l'État dans les processus de reconstruction et de développement.

Du côté international, les organisations telles que l'ONU (88 %), la Banque mondiale (75 %), USAID (70 %), ainsi que des agences spécialisées comme l'UNICEF, l'OIM ou le PNUD, sont perçues comme des acteurs clés, notamment dans les domaines de l'aide humanitaire, de l'éducation et de la santé. Néanmoins, près de 30 % des répondants remettent en question l'impact réel et durable de cette aide, critiquant le manque de coordination avec les autorités locales, l'inadéquation avec les besoins du terrain, et la tendance à créer une dépendance structurelle. Pour beaucoup, Haïti devrait bénéficier d'un traitement différencié de la part de la communauté internationale, tenant compte de ses vulnérabilités structurelles et de son contexte sociohistorique particulier.

Enfin, une collaboration renforcée entre acteurs nationaux et internationaux est largement souhaitée. Les répondants insistent sur la nécessité de bâtir des partenariats fondés sur le respect mutuel, la transparence, et la prise en compte des réalités locales. L'accent est mis sur le renforcement des infrastructures essentielles, la durabilité des projets, ainsi qu'une meilleure coordination et redevabilité entre partenaires. Les ONG, bien que saluées pour leur action de proximité (75 %), ne peuvent être pleinement efficaces que si elles s'inscrivent dans une dynamique claire et cohérente, en collaboration étroite avec les autorités haïtiennes.

Tableau des acteurs de la crise haïtienne

Catégorie	Acteurs	Rôle dans la crise haïtienne
Nationaux	Gouvernement haïtien	Acteur central dans la gestion de la crise ; fragilisé par la corruption, le manque de légitimité et l'impuissance sécuritaire ; dépendance importante vis-à-vis des soutiens internationaux.
	Partis politiques haïtiens	Fragmentés et souvent en conflit ; incapables de s'unir pour proposer une sortie de crise crédible.
	Société civile	Très active dans les mobilisations contre l'insécurité, l'injustice et l'impunité; dénonce les abus, propose des pistes de solution, réclame un vrai dialogue.
	Gangs / Groupes armés	Présents dans plusieurs zones urbaines, particulièrement à Port-au-Prince.; provoquent l'instabilité sécuritaire ; contrôlent des territoires, terrorisent la population.
	Institutions religieuses	Jouent parfois un rôle de médiation ou d'appel au dialogue national.
Internationaux	Organisation des Nations Unies (ONU)	Appui sécuritaire, politique et institutionnel (MINUSTAH, puis BINUH).
	États-Unis	Soutien politique, sécuritaire et humanitaire ; influence les décisions locales.
	Canada	Implication diplomatique ; fournit une aide humanitaire et logistique.
	Union européenne (UE)	Financement de projets de gouvernance et soutien à la société civile.

	CARICOM	Tente de faciliter le dialogue régional entre les forces politiques haïtiennes.
	Organisation des États américains (OEA)	Appelle à des réformes démocratiques ; joue un rôle de médiation.
	Banque mondiale / FMI	Apport financier ; conditionne les aides à des réformes économiques controversées.

Source : *Elaboration propre*

6 Analyse des indicateurs socio-économiques de la crise en Haïti

Depuis plus de dix ans, Haïti est plongée dans une crise multidimensionnelle politique, économique, sociale aujourd'hui intensifiée par une insécurité sans précédent imposée par les groupes armés. Ce contexte de crise systémique engendre des dysfonctionnements profonds dans tous les secteurs de la vie nationale et accentue les vulnérabilités économiques, sociales, politiques et environnementales. Ces vulnérabilités se manifestent à travers des indicateurs clés que cette étude se propose d'analyser de manière rigoureuse. L'analyse sera conduite selon deux axes complémentaires : une **lecture macrosociologique** pour appréhender les dynamiques structurelles, et une **lecture microsociologique** centrée sur les réalités vécues au quotidien par les populations.

A- Dimension microsociologique

Haïti est une république démocratique où les droits inaliénables et les libertés sont garantis par la loi : Le droit à l'éducation, à l'alimentation, à la santé, au logement, à la sécurité publique.

En 2025, d'une manière ou d'une autre, tous les Haïtiens sont privés de ces droits. Garantis et protégés, ces droits de première génération des indicateurs de développement humain et social. Dans le cas contraire, c'est la précarité, la vulnérabilité sociale.

➤ L'éducation et la fréquentation scolaire

Les violences grandissantes et incessantes des gangs armés dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, dans les parages (Cité Soleil, Source Matelas, Cabaret, Gressier, Croix-des-Bouquets, Tabarre, Kenscoff, Pernier, Torcel, Carrefour-Feuilles, ...), aux départements de l'Artibonite et du Centre ont de graves répercussions sur l'éducation organisée durant les dix dernières années. Selon le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), 4,70 % des écoles du pays sont fermées. Mis à part le tremblement de terre du 14 Août 2021 qui a endommagé ou détruit environ 70 % des écoles de 3 départements du Grand Sud, en 2025, les territoires conquis par les gangs sont dépourvus d'écoles qui fonctionnent. Beaucoup d'enfants sont orientés dans des écoles placées en endroits plus sûrs dépendamment d'où les parents, déjà décapitalisés, sont relogés. Il en est de même pour les établissements universitaires et écoles professionnelles et techniques. Les bureaux de services publics d'éducation ne sont pas non plus épargnés ; ils sont carrément fermés ou relogés ailleurs. La problématique d'accès aux services éducatifs se pose actuellement. Plus de 30 % d'enfants en âge scolaire ne peuvent pas fréquenter, plus de 70 % de jeunes terminant leurs études classiques ne peuvent fréquenter un établissement universitaire ou technique dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et environ, vu leur fermeture.

La situation est plus dramatique pour les enfants des quartiers défavorisés occupés par les gangs. Ils ne vont pas tout simplement à l'école. Beaucoup de familles aussi, fuyant la monstrueuse insécurité s'émigrent et placent leurs enfants dans des écoles étrangères.

Les enfants et jeunes handicapés ou à mobilité réduite sont une catégorie victime de la situation. Déjà inadaptés au système scolaire qui est généralement conçu pour des normaux, ils ne fréquentent pas l'école vu la fragilité des environnements.

Déjà, l'école haïtienne est inégalitaire, de reproduction sociale et de qualité douteuse, la situation actuelle ne fait qu'empirer la situation, malgré des tentatives de réformes (Réforme Bernard, Education pour Tous, Plan National d'Education et de Formation, Plan Opérationnel d'Education, ...) enclenchées dans le système.

➤ **L'alimentation**

Malgré les efforts de développement du secteur agricole déployés par le feu président Jovenel Moïse, ce qui a valu la construction de barrages d'eau, de canaux d'irrigations dans plusieurs régions du pays vers 2017-2021, la population haïtienne fait face actuellement à une grande insécurité alimentaire. Les séquelles du COVID-19, les violences incessantes et grandissantes des gangs ajoutées des aléas climatiques des facteurs qui expliquent cette situation de famine, de malnutrition et sous-nutrition. En 2024, la crise alimentaire frappe près de 7 millions Haïtiens, 2,5 millions en problème de sécurité alimentaire et 4,3 millions en urgence et extrême urgence alimentaire. Il faut retenir dans ce cas l'accessibilité (dans les endroits occupés par les gangs, l'accès aux produits alimentaire devient difficile par manque de voies de transport, ce qui fait grimper leurs prix), la qualité, la disponibilité, le pouvoir d'achat et la stabilité des ressources alimentaires. Les populations des territoires occupés par les gangs, les femmes et les personnes en situation de handicap en sont les plus vulnérables.

➤ **La santé et accès**

Haïti ne dispose pas assez de centres hospitaliers. Selon OPS, seulement 40 % de la population haïtienne (environ 4,5 millions) ont accès à des soins de santé. Elle affirme aussi que deux grands hôpitaux (hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti et Hôpital Bernard Mevs) et 39 % des établissements de soins de santé sont fermés à Port-au-Prince. Seulement 2 personnes sur 5 ont accès à des soins de santé. Ce ratio régresse, car beaucoup plus de centres hospitaliers dont l'Hôpital de Mirebalais continuent à fermer leurs portes. Tout de même, les nécessités de prise en charge de la population deviennent plus urgentes. Les violences sexuelles des gangs armés sur les jeunes filles et les femmes poussent une recrudescence de l'infection au VIH/ SIDA. On assiste aussi, depuis 2022, à une recrudescence du choléra, surtout dans les quartiers défavorisés et dans les aires parfois insalubres, privées d'infrastructures sanitaires occupées par les déplacés. Les femmes enceintes et allaitantes sont généralement privées de soins que nécessitent leurs cas. En 2025, la situation sanitaire d'Haïti reste dramatique

➤ **Le logement**

Les gangs armés, dans leur politique d'appropriation de territoires font des torts difficilement réparables à population. Ils chassent les gens de leurs demeures acquises parfois au prix fort de leur vie. En 2025, plus d'un million de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et beaucoup d'entre elles sont déplacées à plusieurs reprises. Les plus malheureuses ont leurs maisons pillées et/ ou incendiées. Cette situation déstabilise les familles et les ménages et crée de grands bouleversements au niveau des liens familiaux.

➤ **Le travail**

Selon des études prévisionnelles sur le plan démographique, Haïti doit compter 12,08 millions d'habitants en 2025. Pays de jeunes, la population active est estimée à plus de 5 millions de personnes. Cependant, juste avant cette crise majeure, le nombre d'emplois disponibles sur le marché était estimé à 600 mille, dont 87 mille dans le secteur public. Aujourd'hui, avec les vagues de violences des gangs armés et l'appropriation des territoires, beaucoup d'entreprises tant privées, parapubliques que publiques, surtout

dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, poumon de la création d'emplois, ferment leurs portes. Le nombre de personnes de personnes au chômage augmentent. Pour se créer des activités économiques, elles vont grossir considérablement le secteur informel commercial (vendeurs ou réparateurs de téléphones et accessoires, de provisions alimentaires, chauffeurs de motos, etc.). L'Etat n'offre aucune assistance à la population. Sans travail et avec des activités sous-rémunérées, n'était-ce pas le soutien financier considérable de la diaspora haïtienne (transfert d'environ 4 milliards de dollars par année) presque la totalité de la population sombrerait dans une situation de précarité et de vulnérabilité sans pareille.

B- Dimension macrosociologique

La crise sécuritaire dans le contexte actuel est inouïe et dominée par l'érection des gangs armés dans l'arrondissement de Port-au-Prince et à l'Artibonite. Plusieurs indicateurs clés permettent de cerner cette situation.

- Prolifération et renforcement organisationnel des gangs armés et criminels

Selon la Commission Nationale de Désarmement, de Démantèlement et de Réinsertion (CNDDR), les gangs armés sont érigés dans le contexte des rivalités économiques entre les différents acteurs du secteur privé des affaires et seraient au nombre de 95 en 2021, avec un total de 3 000 soldats. On estime qu'ils deviennent 3 fois plus nombreux vers 2024. Certains groupes armés minoritaires et facilement destituables existaient déjà dans le paysage haïtien (Kamoken, zenglendo, Chimè, Lame kanibal, Lame Ti manchèt, etc.). Cependant, les dix dernières années ont vu l'érection de plus d'une centaine de gangs détenant un armement lourd et sophistiqué avec à leur tête un chef puissant ayant des objectifs et défendant des intérêts inviolables. Auparavant, ils se rivalisaient s'affrontaient selon le vœu de leurs patrons respectifs. Dans le tournant 2020-2021, ils réconcilient et forment deux grands groupements renforcés : G9 et GPèp qui se fusionnent finalement pour donner le grand groupement « VIV ANSANM » ayant pour président un ancien policier du nom de Jimmy Chérisier. Aujourd'hui, ils constituent un obstacle majeur à la sécurité des vies et des biens et l'intégrité territoriale en Haïti.

- Scènes de kidnappings, d'incendies et de pillages

Pendant plus de cinq ans, la population haïtienne d'ici vit la terreur du kidnapping. A longueur de journée, les gangs pénètrent lourdement armés même les lieux réputés sacrés pour enlever et séquestrer des personnes surtout de la classe moyenne de toutes les couches de la société. Ils les libèrent contre de fortes rançons et parfois même ils les tuent. Aujourd'hui, il est fort difficile de dresser un bilan chiffré exhaustif du nombre de victimes du kidnapping, de maisons ou entreprises pillées et/ou incendiées par ces gangs criminels. Selon un communiqué du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH), seulement pour le 2^e trimestre de l'année 2024, au moins 1807 victimes de meurtres, de blessures et d'enlèvements ont été signalées. Selon l'ONU, plus de 5 600 personnes sont tuées par les gangs armées en 2024. Les dernières attaques des bandits à Kenscoff, Mirbalais et Saut d'eau en avril 2025 font plus de 200 morts selon le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH). En gros, le bilan des atrocités des gangs armés en Haïti durant les dix dernières années est lourd.

- Acquisition d'armes à feu automatiques de haut calibre et de minutions par les bandits

D'abord, les bandits recevaient leurs armes de leurs patrons du secteur privé des affaires et du personnel politique. Aujourd'hui, ayant gagné beaucoup dans les enlèvements, les pillages et les postes de paiement sur les axes routiers, ils deviennent autonomes et commandent, par la complicité de tierces personnes, leurs armes et minutions de l'étranger. Le Ministère de l'Economie et des Finances estime qu'ils gagnent

en moyenne 100 millions de dollars américains par année par rapport aux circuits de transport vers République Dominicaine.

- **Viols en série des filles et des femmes**

Partout où ils mettent les pieds, ils font de nombreuses victimes de violences sexuelles. Les jeunes filles et femmes sont nombreuses à témoigner qu'elles sont violées par des bandits.

- **Politique d'appropriation de territoires**

Depuis début juin 2021, la Route Nationale # 2 reliant Port-au-Prince à 4 départements d'Haïti est tombée sous le contrôle des bandits. Martissant, un quartier attenant au centre-ville de Port-au-Prince est devenu « territoire perdu ». Progressivement, par une violence armée aveugle, ils arrivent à contrôler plus de 80 % de la région métropolitaine de Port-au-Prince, Gressier, Cabaret, Source Matelas, une bonne fraction des départements de l'Artibonite et du Centre.

Tout compte fait, la crise sécuritaire du pays, dans la conjoncture actuelle, est l'œuvre presque exclusive des bandits de « Viv ansanm et Gran grif » ; les réponses des répondants du questionnaire ont largement abondé en ce sens.

- **Les ONG et les institutions internationales**

Beaucoup d'ONG, particulièrement le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), apportent leurs soutiens aux déplacés à l'intérieur du pays. Ce soutien consistant généralement en la distribution de kits, la construction d'abris provisoires et l'administration de soins de première nécessité n'est qu'un palliatif et s'inscrit dans un cadre d'urgence et contextuel. On estime que les réponses à apporter à la crise devraient être à la fois immédiates et à long terme.

La communauté internationale et les ONG recherchent en 2025 des fonds évalués 908 millions de dollars américains, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2024 où les fonds financiers s'estimaient à 672 millions de dollars (ONU) pour adresser la crise dans sa dimension à la fois sécuritaire et sociale.

Cependant, tout le monde est d'accord que c'est la crise sécuritaire qui induit la crise humanitaire et sociale. L'Etat haïtien, de sa part, estime que, pour toutes les composantes (PNH, FADH, MMAS, BSAP) mises en branle pour combattre les bandits et rétablir la sécurité nationale, il faudrait rechercher en 2025 un montant de 28,6 milliards de gourdes ou 285, 4 millions de dollars américains, un montant qui ne représente que 1% du PIB annuel. Donc, que ce soit du côté de l'Etat haïtien ou de la Communauté Internationale le financement pour le rétablissement de la sécurité est sous-estimé. Les calculs et les stratégies pour le retour d'un climat serein en Haïti sont à revoir et la communauté internationale doit coopérer avec l'Etat haïtien beaucoup plus activement.

7 Conclusion

Cette étude met en lumière la crise économique grave que traverse la population haïtienne, marquée par l'inflation, le chômage, la mauvaise gestion des ressources publiques et une forte perception des inégalités sociales. Les répondants appellent à des réformes structurelles profondes pour rétablir la stabilité économique, renforcer les secteurs clés comme l'agriculture et l'industrie, et promouvoir une gouvernance plus éthique et inclusive. Ils soulignent l'importance d'une approche multisectorielle pour surmonter les défis de l'insécurité, de l'accès aux services de base et des catastrophes naturelles.

Les résultats de l'étude révèlent une société lucide, critique, mais profondément engagée dans la recherche de solutions. La priorité accordée à l'agriculture et à l'industrie traduit une volonté de reconstruire une base économique solide à partir des ressources locales. La demande de transparence et de lutte contre la corruption reflète une fatigue face aux pratiques politiques actuelles, mais aussi un espoir palpable d'un renouveau. Les attentes des Haïtiens vont bien au-delà de l'aide ponctuelle : ils aspirent à des solutions structurelles, une autonomie économique progressive, et une mobilisation nationale inclusive.

L'étude met également en évidence la nécessité d'une implication plus forte de la société civile, ainsi qu'une meilleure coordination entre les acteurs nationaux et internationaux pour garantir une réponse cohérente aux crises économiques et sociales. Les Haïtiens attendent des dirigeants – tant nationaux qu'internationaux – plus d'écoute, de respect et de cohérence dans les actions. Les priorités économiques doivent être alignées avec la réduction des inégalités et un partenariat équitable avec l'international.

En somme, Haïti dispose d'un potentiel humain engagé et conscient, prêt à bâtir l'avenir du pays si des conditions équitables, transparentes et structurées lui sont offertes. Ce diagnostic populaire constitue une feuille de route stratégique pour toute initiative sérieuse visant à reconstruire Haïti sur des bases durables. Les résultats de cette étude peuvent ainsi servir de base pour orienter les politiques publiques et les interventions des acteurs internationaux, avec un accent particulier sur la nécessité de solutions durables et adaptées aux réalités locales.

Quelques indicateurs clés des vulnérabilités sociales et économiques en Haïti

1- La pauvreté

Selon le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), plus de 6 millions d'Haïtiens vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 2,41 USD par jour, et plus de 2,5 millions sont tombés en dessous du seuil de pauvreté extrême, vivant avec moins de 1,23 USD par jour.

Nous devons répéter que la pauvreté haïtienne ne peut être totalement cernée par le pouvoir d'achat. Il y a un grand fossé entre le milieu urbain et celui rural en ce sens. L'agriculture de subsistance en milieu rural permet aux habitants de se passer presque totalement de la monnaie pour se nourrir quotidiennement, et avec des produits tirés de la terre et des animaux de bonne qualité.

Le pouvoir d'achat qui induit la pauvreté monétaire a son plus grand impact en milieu urbain, particulièrement à Port-au-Prince et quelques autres villes du pays.

Mais pour expliquer cette pauvreté, il faut combiner des facteurs de divers ordres.

Economiquement, le marché haïtien est un espace propice à la démagogie et aux caprices des vendeurs. Il est anarchique et non soumis à des réglementations strictes de la part des autorités gouvernementales. Des facteurs liés à l'insécurité aidant, le coût de la vie augmente sans aucun contrôle tant en milieu urbain qu'en milieu rural (inflation galopante). Les circuits économiques sont désarticulés par les bandes armées qui réclament de fortes rançons pour la traversée des automobiles transportant des marchandises.

Socialement, la pauvreté haïtienne peut s'expliquer par un fort taux de chômage au niveau de la population active (35% selon le journal Le Nouvelliste). Le niveau de vie, à savoir un système de soins de santé inadéquat (5,9 médecins ou infirmières et 6,5 professionnels de santé pour

10 000 habitants), une éducation formelle minée à la base par des inégalités et ne produisant généralement que des consommateurs et des ratés puisqu'elle ne met pas le cap sur une formation humaine intégrale axée surtout sur la production et le développement. Soit de la pauvreté ou de la pauvreté extrême, selon l'Organisation caritative basée en Haïti, en 2025, plus de 70 % des Haïtiens sont pauvres.

Tableau d'indicateurs

Catégories	Indicateurs clés	Constats / Etat actuel	Sources	Recommandations
Pauvreté haïtienne	Sous le seuil de pauvreté : Plus de 6 millions d'Haïtiens En dessous du seuil de pauvreté : 2,5 millions	Sous le seuil de pauvreté : Plus de 6 millions d'Haïtiens (vivant avec moins de 2,41 USD par jour; En dessous du seuil de pauvreté : 2,5 millions vivant avec moins de 1,23 USD par jour.	PNUD, Novembre 2024	Aide d'urgence à l'insertion économique aux plus vulnérables ; Initiation de programmes de Création d'emplois ; Recherche de l'autonomie financière des femmes par leur insertion professionnelle et entrepreneuriale ; Stimuler le développement agricole et industrielle en Haïti
Pauvreté haïtienne	Niveau de vie	Niveau de vie faible et différencié entre milieu urbain (plus de luxe et moins de possibilités alimentaires) et milieu rural (moins de luxe et plus de possibilités alimentaires) : En 2022, près de 6,3 millions d'Haïtiens, soit plus de 50 % de la population, ne pouvaient pas satisfaire leurs besoins essentiels <ul style="list-style-type: none"> - Accès limité à l'électricité, l'eau potable ; - Soins de santé non accessibles ; - Education au ralenti en situation de crise (Manque de qualité, fréquentation limitée, interrompue à plusieurs fréquences) - Espérance de vie à la naissance parmi les 	PNUD Organisation Nos Petits Frères et Sœurs	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les investissements dans l'éducation organisée en l'orientant vers le développement économique et sociale et la technologie contemporaine. - Investir dans la formation solide de plus de professionnels de la santé tout en augmentant l'effectif des infrastructures sanitaires ; - Soutenir les plus vulnérables dans leurs besoins de base et particulièrement ceux alimentaires - A long terme, ériger en Haïti un système mécanisé, fort incluant tous les départements en accord avec des partenaires locaux,

		<p>plus faibles au monde (64,7 ans en 2024)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accès limité à l'alimentation (sous-nutrition et malnutrition), insécurité alimentaire grave - Insécurité, violences 		<p>nationaux et internationaux travaillant dans le domaine.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer par l'agriculture et l'industrie une autosuffisance alimentaire à au moins 80 % ; - Développer une politique nationale de réduction de la pauvreté en s'engageant dans des objectifs de progrès à moyen et à long termes.
--	--	---	--	--

2- L'Indice de Développement Humain (IDH)

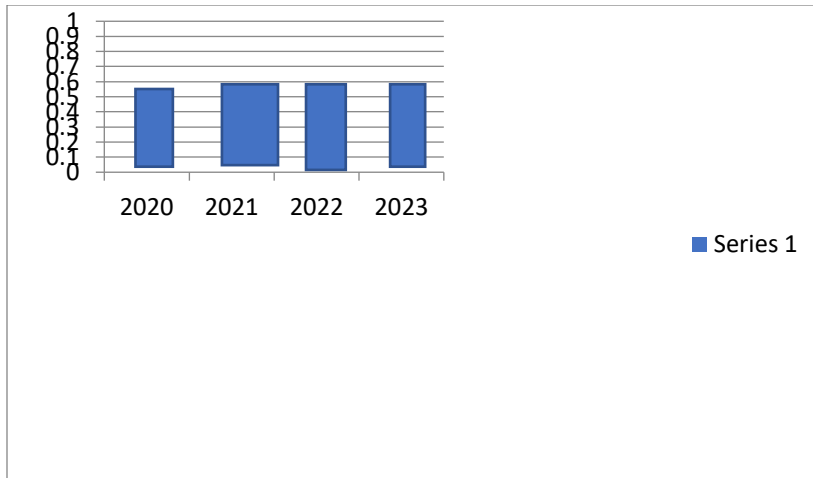
Vu l'état de la situation économique, sociale, politique environnementale d'Haïti, le développement humain durable et irréversible n'est pas vraiment au rendez-vous. Les études de PNUD en 2022 ont permis de classer Haïti dans la catégorie de pays à développement moyen avec un indice de développement (IDH) de 0,552.

Le capital humain haïtien est moyen. Un enfant né en 2022 ne jouit pas de soins de santé lui permettant d'être totalement productif ; son éducation est moyenne et ne pourra profiter de son potentiel intellectuel qu'à 45 %. Son espérance de vie à la naissance dépassera difficilement 60 ans. Physiquement, il sera portant à un pourcentage moyen et souffrira probablement de maladies de carence alimentaire.

L'indice de développement humain montre clairement qu'Haïti est un pays extrêmement vulnérable.

Tableau d'indices de développement humain, Haïti, 2020-2023

Années	Quotas	Classement	Univers statistique (Nombre de pays)	Catégorisation
2020	0,510	170 ^e rang	189	IDH moyen
2021	0,535	161 ^e rang	193	IDH moyen
2022	0,552	158 ^e rang	191	IDH moyen
2023	0,554	166 ^e rang	193	IDH moyen



3- Les inégalités sociales en Haïti

Les inégalités sociales en Haïti sont de plusieurs catégories : inégalités de revenus, donc économiques, inégalités de genre, inégalités scolaires, inégalités géographiques et ethniques, inégalités d'accès aux soins et au logement. Autrement dit, dans la société haïtienne, les inégalités sont fondées sur le revenu, le genre, la situation géographique et ethnique, la fréquentation scolaire, la catégorie sociale, le pouvoir économique et financier.

a) Inégalités de revenus / économiques

Les économistes utilisent l'indice de Gini pour mesurer les inégalités de revenus au sein d'une population. Cet indice est 0,61 pour Haïti. Cela montre, à plusieurs égards que les riches de ce pays sont inégalement réparties. 10 % des plus riches reçoivent 47,83 % du revenu national tandis que les 10 % des plus pauvres 0,9 %. L'écart de richesse entre les 10 % des plus riches et des 10 % des plus pauvres en Haïti est déconcertant. Les riches deviennent, surtout par des manœuvres déloyales, frauduleuses et criminelles, chaque jour plus riches et les pauvres croupissant dans la misère plus pauvres.

b) L'inégalité de genre

L'inégalité de genre apparaît comme la plus visible en Haïti. Les hommes sont généralement plus favorisés que les femmes. Selon Fred Doura (2018), elles représentent un peu plus de la moitié de la population, mais reléguées aux secteurs de l'offre des services (29,3 %) et au secteur informel (25 %). Selon Nathalie Lamaute-Brisson, les femmes haïtiennes travaillent plus que les hommes mais reçoivent moins d'argent. Les madan-sara, reines du secteur informel commercial, transportent inlassablement des produits agricoles, de consommation et autres d'un marché à l'autre, tant au niveau national qu'international. (Dupain, 2020). Au sein des foyers, elles ont des responsabilités économiques inéquitables, 71 % ne possèdent ni maisons ni terres et seulement 20 % les possèdent conjointement (FNUAP, 2017)

Sans passer en revue les autres inégalités, nous reconnaissons qu'elles comptent parmi les différents facteurs de vulnérabilité et de blocage du développement réel du pays.

4- Revue de l'impact climatique en Haïti

Géographiquement, Haïti est placé dans la zone climatique tropicale, caractérisée par la chaleur et l'humidité toute l'année. Les températures varient entre 19° C et 28° C en hiver et entre 23° C et 33° C en été. Elle connaît chaque année deux périodes pluvieuses : d'avril à juin et d'octobre à novembre.

Selon l'organisation Solidarité Laïque, est un pays particulièrement vulnérable aux risques cycloniques et sismiques parce qu'il se situe dans la zone cyclonique la plus active du monde. Cette situation de vulnérabilité est encore aggravée par le réchauffement climatique..

Selon des études menées, la déforestation, la pollution, le déséquilibre de la biodiversité sont, entre autres, des facteurs clés dans le réchauffement climatique en Haïti..

a) La déforestation

Selon Global Forest Watch (GFW), Haïti a perdu, entre 2001 et 2024, une valeur de 81,3 kha (kilo hectares) de couvert végétal, ce qui implique une diminution de 9,5 % de la couverture totale.

La déforestation a des conséquences environnementales, économiques et sociales dévastatrices.

- Conséquences environnementales : pénurie d'eau, sécheresse, réchauffement climatique, érosion du sol, glissement de terrain, ravinement des surfaces, augmentation de la température ambiante.
- Conséquences économiques : diminution du rendement agricole par la disparition progressive de la terre arable (érosion accrue du sol). Cette diminution de rendement engendre de l'insécurité alimentaire pour plus de 6 millions d'Haïtiens, augmentation des risques d'épidémie et de propagation de maladies infectieuses par les insectes et des animaux.

b) La pollution

D'après un organisme appelé Environnement Copenhagen Consensus Center, après la malnutrition maternelle et infantile, les rapports sexuels non protégés et l'hypertension, la pollution de l'air domestique due aux combustibles solides est le quatrième facteur de risque le plus grave en Haïti en ce qui concerne la mortalité.

Les combustibles solides, les déchets, les fumées de voitures et d'industries, l'utilisation intensive de produits chimiques sont des éléments qui polluent énormément l'environnement haïtien..

Les déchets disséminés par ci et par là dans les rues, les ravines, les espaces publics et domestiques entraînent la pollution de l'eau, de l'air et la dégradation de l'environnement.

Le choléra en Haïti et sa résurgence régulière est le résultat de la consommation de l'eau non traitée et polluée par des déchets de toutes sortes, surtout en milieu rural.

La pollution est un facteur de vulnérabilité et un tueur en silence en Haïti.

Tableau récapitulatif des indicateurs de vulnérabilité en Haïti

Catégories	Indicateurs clés	Constat / Etat actuel	Sources	Recommandations
Economique	Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE)	-2,5 % en avril 2025 Tendance de contraction du PIB	Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI)	Stimuler la production agricole et locale pour la croissance du PIB.

Economique	Croissance économique (PIB)	Croissance négative Contraction de 4,2 % du PIB, soit 1320 USD en 2025 Décroissance économique	Banque Mondiale FMI	Renforcer l'agriculture et la production locale ; Favoriser l'investissement national et international
Economique	Inflation (Hausse globale des prix sur le marché)	26, 80 % en avril 2025	IHSI	Réguler le marché local ; Combattre l'insécurité nationale
Economique	Taux de croissance de l'économie	- 4,2 % Tendance vers la baisse	IHSI	Renforcer l'agriculture et la production locale ; Favoriser l'investissement national et international ; Développer une politique monétaire visant la croissance économique.
Economique	Dettes publiques	Niveau élevé de dette interne et externe	MEF / FMI	Négocier un allègement ou une annulation de la dette actuelle de l'Etat Haïtien
Social	Taux de croissance moyen de la population	1,28 % annuel Croissance positive, donc augmentation de la population et des besoins sociaux et économiques	IHSI	Mettre en place des projets nationaux de prospection sociale et économique pour mieux cerner les défis futurs.
Social	Pauvreté	Plus de 60 % de la population sous le seuil de pauvreté	PNUD, Banque Mondiale	Mettre en œuvre une politique de protection sociale nationale et renforcer les investissements sociaux.
Social	Inégalités	Indice de Gini : 0,61	PNUD	Encourager les plus riches en Haïti à faire plus

		Très grand écart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres en Haïti		d'investissements économiques et sociaux au profit des masses populaires
Climatique	Déforestation	Perte de 81,3 kha (kilo hectares) de couverture végétale entre 2001 et 2024 Diminution de 8,5 % de la couverture totale	Global Forest Watch (GFW)	Développer une politique nationale de reboisement en reprenant le projet de pépinières (germoplastes) du feu président Jovenel Moïse
Climatique	Insécurité alimentaire	1,64 million de personnes en phase 4 (urgence alimentaire)	IPC HAITI 2025	Adopter de politiques d'adaptation climatique, combattre l'érosion par le reboisement

8 Perspectives et Solutions Prioritaires

Les résultats révèlent une orientation claire de la population vers certaines priorités économiques pour Haïti. **L'agriculture** arrive en tête avec **91 %** des répondants (31 sur 34) la désignant comme un secteur stratégique à développer en priorité. Elle est suivie de **l'industrie**, mentionnée par **68 %** (23 répondants), et **les infrastructures**, citées par **50 %** (17 répondants). Ces données montrent une volonté manifeste de renforcer les bases de l'économie nationale en misant sur les secteurs productifs, porteurs d'emplois et liés aux besoins essentiels de la population. D'autres secteurs comme le **tourisme** (47 %), **la technologie et l'innovation** (26 %) et **l'éducation** (18 %) ont également été mentionnés, reflétant une ouverture à la diversification économique et au progrès.

Concernant les mesures à mettre en œuvre pour améliorer la situation économique et sociale, deux axes dominent : **le renforcement des institutions et de la gouvernance**, choisi par **91 %** des participants (31 sur 34), et **la lutte contre la corruption**, citée par **85 %** (29 sur 34). Ces réponses traduisent une conscience collective que sans un environnement institutionnel stable, transparent et efficace, aucun développement durable ne peut être envisagé. Ces deux piliers sont perçus comme les fondations indispensables pour tout progrès économique ou social durable.



D'autres mesures comme **l'augmentation des investissements étrangers** (29 %), **l'aide humanitaire accrue** (15 %), et **la réduction de la dette internationale** (6 %) sont mentionnées, mais dans une moindre mesure, indiquant une préférence pour les solutions structurelles internes plutôt que pour l'aide extérieure.

Ces résultats soulignent une vision stratégique du développement : les citoyens souhaitent des **actions** ciblées sur les secteurs agricoles et industriels, accompagnées d'investissements dans les infrastructures pour soutenir l'ensemble du système économique. Cependant, la population identifie aussi **la réforme de la gouvernance** comme le socle indispensable de toute avancée. Il apparaît donc que toute solution durable pour Haïti devra conjuguer **développement des secteurs clés** et **refondation institutionnelle**, condition sine qua non pour attirer les investissements, renforcer les services publics et garantir un climat de confiance.

En outre, les répondants mettent en avant des solutions axées sur l'implication citoyenne et le développement local. Ils prônent l'autonomisation des communautés à travers une participation active dans la gouvernance économique, la structuration des initiatives rurales, et l'encouragement du patriotisme via l'éducation civique et l'appropriation des projets de développement. Les programmes de subventions ciblant l'agriculture, l'éducation, les services sociaux et l'aide aux personnes vulnérables sont largement soutenus. Certains recommandent également une utilisation stratégique des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI et la création de mécanismes de financement adaptés, comme des banques de crédit agricole à taux réduit.

À l'égard des autorités nationales, les recommandations appellent à une gouvernance éthique, inclusive et compétente, avec un investissement accru dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, la sécurité et l'agriculture. Les réformes des institutions judiciaires et policières, ainsi qu'une réelle décentralisation du pouvoir, sont jugées indispensables. Pour les acteurs internationaux, les répondants demandent le respect de la souveraineté d'Haïti, la fin des ingérences, une aide adaptée aux besoins du pays et des partenariats fondés sur l'équité et la durabilité. Le tableau ci-dessous présente de manière détaillée les recommandations proposées en vue d'améliorer la situation actuelle en Haïti.

Tableau de récapitulation des recommandations

 Politique		 Économie		Social	
Décideurs nationaux	Décideurs internationaux	Décideurs nationaux	Décideurs internationaux	Décideurs nationaux	Décideurs internationaux

<ul style="list-style-type: none"> - Repenser la gouvernance nationale sur des bases éthiques et patriotiques - Assainir la police, réformer la justice et renforcer l'État de droit - Lutter contre la corruption et instaurer la transparence et la reddition de comptes - Promouvoir l'intégration des jeunes, des intellectuels et des femmes dans les prises de décision - Organiser des élections crédibles et établir un État responsable - Encourager l'unité nationale et un changement de mentalité citoyenne - Renforcer la diplomatie haïtienne et l'image du pays à l'extérieur - Créer un système de renseignement et renforcer les institutions régaliennes (police, armée) 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter la souveraineté d'Haïti, éviter l'ingérence dans les affaires internes - Éviter l'implication directe dans la politique haïtienne sans sollicitation officielle - Favoriser des relations de coopération respectueuses, équitables et dignes - Travailler de concert avec les dirigeants nationaux pour des solutions durables 	<ul style="list-style-type: none"> - Investir massivement dans les infrastructures : routes, hôpitaux, écoles, énergie, technologie - Développer le secteur agricole pour réduire les importations et favoriser l'exportation - Créer un environnement attractif pour les investissements locaux et étrangers - Promouvoir l'industrialisation et un commerce équitable - Réévaluer les stratégies économiques et prioriser l'intérêt national - Déplacer la capitale vers le nord pour rééquilibrer le développement - Encourager le tourisme comme levier de développement économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une aide adaptée aux besoins locaux et non imposée - Soutenir les infrastructures durables et les secteurs clés (agriculture, éducation, santé) - Faciliter l'accès des produits haïtiens aux marchés internationaux - Encourager les investissements productifs et le tourisme responsable - Appuyer un commerce international équitable et des partenariats gagnant-gagnant 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire de l'éducation une priorité nationale (alphabétisation, universités, écoles) - Créer des emplois, surtout pour les jeunes et les personnes vulnérables - Lutter contre l'insécurité, la violence faite aux femmes et aux enfants - Renforcer le système de santé et le plan de protection sociale - Lancer des programmes de développement durable et de recyclage - Encourager le patriotisme et le service volontaire pour le bien commun - Permettre à chaque citoyen de vivre dignement et en sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les politiques éducatives, sanitaires et sociales selon les besoins réels - Aider à renforcer les capacités institutionnelles nationales - Favoriser les programmes sociaux pour les personnes vulnérables - Appuyer les démarches en faveur de la stabilité, du développement durable et de la paix
--	---	--	---	--	--

Source : Elaboration propre

9 Bibliographies

Ouvrages et études académiques

- Dubois, L. (2012). *Haiti: The Aftershocks of History*. New York: Metropolitan Books.
- Fatton, R. (2002). *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Lundahl, M. (1983). *The Haitian Economy: Man, Land and Markets*. London: Croom Helm.
- Michel, C. (1996). *Women in Haitian History*. Montréal: EDUCA Vues et Voix.
- Trouillot, M.-R. (1990). *Haiti: State Against Nation*. New York: Monthly Review Press.

Rapports institutionnels et bases de données

- Banque Mondiale (2023). *Haiti Country Economic Memorandum: Towards a More Resilient Economy*. Washington D.C.
- **Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)**. (2023). *Rapport ENSSAN, édition 2023 : Enquête Nationale de Suivi de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle*. CNSA. Disponible à l'adresse : <https://www.cnsahaiti.org/Web/Etudes/2023/Rapport%20ENSSAN,%20Edition%202023.pdf>
- FMI (2022). *Haiti – Rapport Article IV*. Fonds Monétaire International.
- OCHA (2022). *Haiti: Humanitarian Needs Overview*. Bureau de la coordination des affaires humanitaires.
- PNUD (2023). *Rapport sur le développement humain – Haïti*. Programme des Nations Unies pour le Développement.
- UNICEF (2021). *Situation des enfants en Haïti*. New York.

Articles scientifiques et publications spécialisées

- Bell, B. (2013). "We Bend Before We Break: State, Society and Disaster in Haiti." *Journal of Haitian Studies*, 19(1), 4–29.
- Farmer, P. (2004). "An Anthropology of Structural Violence." *Current Anthropology*, 45(3), 305–325.
- Schuller, M. (2016). "NGOs and the Haitian State: Negotiating Sovereignty." *PoLAR: Political and Legal Anthropology Review*, 39(2), 243–257.

Sources haïtiennes et régionales

- Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). (Dernières publications).
- Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). *Documents de politique économique et budgétaire*.
- Observatoire Citoyen de l'Action des Pouvoirs Publics (OCAPP). Rapports de suivi institutionnel.

10 Annexes

10.1.1 Cartographie de l'étude



Source : Elaboration Propre

10.1.2 Questionnaire d'enquête

Questionnaire d'Enquête sur la Situation Économique et Sociale en Haïti

Introduction

Bonjour Mme/Mr,

Ce questionnaire s'inscrit dans le cadre d'une étude visant à analyser la situation économique et sociale en Haïti et à identifier ses principaux défis. Il a pour objectif de recueillir des informations sur les aspects historiques, politiques, économiques et sociaux du pays afin de mieux comprendre les réalités actuelles. Il permet également d'identifier les acteurs clés impliqués et d'élaborer des recommandations pour améliorer la situation.

Votre participation est précieuse pour formuler des solutions adaptées aux besoins de la population. Toutes les informations recueillies resteront anonymes et strictement confidentielles.

Nous vous remercions pour le temps que vous consacrerez à ce questionnaire et pour votre précieuse contribution.

Consentement

En cliquant sur "J'accepte", vous confirmez avoir lu et compris les informations ci-dessus et acceptez volontairement de participer à cette enquête.

Souhaitez-vous participer à ce sondage?

- J'accepte
- Je refuse

Section 1. Caractéristiques socio démographiques de l'enquêté/e

Genre :

- Homme
- Femme

- Autre / Préfère ne pas répondre

Âge :

- 18 - 25 ans
- 26 - 35 ans
- 36 - 50 ans
- Plus de 50 ans

Situation matrimoniale

- Marié/e
- Divorcé/e
- Veuf/veuve
- Célibataire
- Union libre/Concubinage

Niveau d'éducation :

- Primaire
- Secondaire
- Universitaire
- Formation Professionnelle
- Analphabète
- Ne sait ni lire ni écrire

Statut professionnel :

- Sans emploi
- Salarié(e)
- Travailleur indépendant
- Étudiant(e)
- Retraité(e)

Votre rôle au sein du Ministère, Banque Université ou Institution :

Réponse ouverte-----

Localisation (Département) :

- Artibonite
- Centre
- Grand'Anse
- Nippes
- Nord
- Nord-Est
- Nord-Ouest
- Ouest
- Sud
- Sud-Est

Section 2. Contexte Historique et Politique

- 1. Quelles sont les principales causes historiques des défis économiques d'Haïti ? (Cochez toutes les options pertinentes)**
 - Esclavage colonial

- Dette post-indépendance
- Instabilité politique
- Catastrophes naturelles
- Autres (précisez) : _____

2. Comment évaluez-vous l'impact de la gouvernance des 10 dernières années sur la situation actuelle du pays ?

- Très négatif (1)
- Négatif (2)
- Neutre (3)
- Positif (4)
- Très positif (5)

3. Quels récents événements ont aggravé la situation économique et sociale d'Haïti ?

Réponse ouverte.-----

4. Quels sont les principaux obstacles à la stabilité politique en Haïti aujourd'hui ?

- Corruption
- Manque de leadership
- Ingérence étrangère
- Autres (précisez) : _____

Section 3. Mesure du Bien-être et Indicateurs Économiques

5. Selon vous, la situation économique actuelle d'Haïti est :

- Très bonne
- Bonne
- Moyenne
- Mauvaise
- Très mauvaise

6. Quels sont les trois principaux problèmes économiques qui affectent Haïti selon vous ?

- Chômage
- Inflation
- Pauvreté
- Endettement du pays
- Corruption
- Mauvaise gestion des ressources publiques
- Manque d'investissement étranger

7. Pensez-vous que le PIB par habitant reflète la réalité économique et sociale en Haïti ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

8. Au-delà du PIB par habitant, quels indicateurs représentent le mieux la situation économique actuelle ? (Cochez toutes les options pertinentes)

- Taux de pauvreté
- Chômage
- Inflation
- Dette publique
- Autres (précisez) : _____

9. Comment percevez-vous l'inflation dans votre communauté ?

- Très faible (1)
- Faible (2)
- Moyenne (3)

- Élevée (4)
- Très élevée (5)

10. Quels secteurs économiques sont les plus affectés par les défis actuels ?

- Agriculture
- Commerce informel
- Industrie
- Services
- Autres (précisez) : _____

11. Avez-vous constaté une amélioration ou une détérioration de votre niveau de vie au cours des 5 dernières années ?

- Amélioration
- Détérioration
- Aucune évolution

12. Dans quelle mesure les inégalités affectent-elles l'accès aux services de base (éducation, santé, logement) ?

- Pas du tout (1)
- Peu (2)
- Moyennement (3)
- Fortement (4)
- Très fortement (5)

13. Quels sont les impacts des récents désastres naturels sur l'économie locale ?

Réponse ouverte -----

Section 4. Vulnérabilités Sociales

14. Comment évaluez-vous l'accès aux services de base dans votre communauté ?

a) Éducation

- Facile d'accès
- Accessible mais insuffisant
- Difficile d'accès
- Inexistant

b) Santé

- Facile d'accès
- Accessible mais insuffisant
- Difficile d'accès
- Inexistant

c) Eau potable et assainissement

- Facile d'accès
- Accessible mais insuffisant
- Difficile d'accès
- Inexistant

15. Quel est le principal défi social dans votre région ?

- Insécurité alimentaire
- Accès à l'eau potable
- Accès à l'éducation
- Santé
- Logement
- Autres (précisez) : _____

16. Quels groupes sont les plus vulnérables dans votre communauté ?

- Enfants

- Femmes
- Personnes âgées
- Personnes en situation de handicap
- Autres (précisez) : _____

17. Comment évalueriez-vous la qualité des infrastructures sociales (hôpitaux, écoles, routes) dans votre région ?

- Très mauvaise (1)
- Mauvaise (2)
- Moyenne (3)
- Bonne (4)
- Très bonne (5)

18. Avez-vous accès à des opportunités économiques (emplois ou entrepreneuriat) ?

- Oui
- Non

19. Selon vous, quelles sont les principales causes de l'insécurité en Haïti ? (Cochez 2 réponses maximum)

- Manque d'opportunités économiques
- Prolifération des gangs armés
- Corruption et faiblesse de l'État
- Influence des acteurs internationaux
- Trafic de drogue et d'armes

20. Quels changements sont nécessaires pour améliorer les conditions sociales dans votre communauté ?

Réponse ouverte —————

21. Ressentez-vous une augmentation de l'insécurité dans votre région ?

- Oui
- Non

Section 5. Rôle des Acteurs Nationaux et Internationaux

22. Quels sont les principaux acteurs nationaux influençant la situation économique et sociale ?

Réponse ouverte —————

23. Quels acteurs internationaux ont le plus contribué aux récents progrès ?

- ONU
- Banque mondiale
- FMI
- USAID
- Autres (précisez) : _____

24. Quels acteurs devraient jouer un rôle plus important dans la résolution des crises en Haïti ?

- Gouvernement haïtien
- Secteur privé
- Organisations internationales
- Société civile
- Diaspora haïtienne

25. Quel est le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) dans votre région ?

Réponse ouverte —————

26. Pensez-vous qu'Haïti devrait être traité différemment par la communauté internationale en raison de ses vulnérabilités ?

- Oui
- Non

- Ne sait pas

27. Quelle est votre perception de l'impact de l'aide internationale sur les défis actuels ?

- Très négatif (1)
- Négatif (2)
- Neutre (3)
- Positif (4)
- Très positif (5)

27.a Donnez des détails sur votre réponse :

Réponse ouverte-----

28. Quelles collaborations entre acteurs locaux et internationaux pourraient améliorer la situation ?

Réponse ouverte-----

Section 6. Perceptions sur le Statut de Pays à Revenu Intermédiaire

29. Pensez-vous qu'Haïti devrait être classé comme un pays à revenu intermédiaire ?

- Oui
- Non
- Incertain(e)

30. Quels sont les avantages et les inconvénients d'un tel classement pour Haïti ?

Réponse ouverte-----

31. Quelles mesures pourraient être prises pour aligner ce classement sur les réalités locales ?

Réponse ouverte-----

32. Quelle est l'importance des critères sociaux et environnementaux dans ce classement ?

- Pas du tout important (1)
- Peu important (2)
- Modérément important (3)
- Important (4)
- Très important (5)

Section 7. Recommandations pour l'Avenir

33. Quelles politiques économiques devraient être prioritaires pour Haïti ?

- Restitution de la dette
- Augmentation de l'aide
- Réformes fiscales
- Autres (précisez) : _____

34. Quels types d'investissements internationaux sont les plus urgents pour Haïti ? (Cochez 2 réponses maximum)

- Éducation
- Santé
- Agriculture
- Infrastructures
- Autres (précisez) : _____

35. Quels secteurs devraient être priorités pour améliorer l'économie d'Haïti ? (Cochez 3 réponses maximum)

- Agriculture
- Industrie
- Tourisme
- Éducation
- Santé
- Infrastructures

- Technologie et innovation

**36. Quelles mesures pourraient aider à améliorer la situation économique et sociale d'Haïti ?
(Cochez 2 réponses maximum)**

- Réduction de la dette internationale
- Augmentation des investissements étrangers
- Renforcement des institutions et de la gouvernance
- Aide humanitaire accrue
- Lutte contre la corruption

37. Comment les communautés locales pourraient-elles être mieux impliquées dans les solutions économiques ?

Réponse ouverte-----

38. Quels mécanismes financiers spécifiques (droits de tirage spéciaux, programmes de subventions) pourraient le mieux soutenir Haïti ?

Réponse ouverte-----

39. Quelles recommandations donneriez-vous aux décideurs nationaux et internationaux ?

Réponse ouverte-----

40. Vos commentaires ou suggestions supplémentaires ⁴¹:

Réponse ouverte _____

Conclusion

Merci d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire. Vos contributions nous aideront à mieux comprendre les défis d'Haïti et à formuler des recommandations pour l'avenir.

Si vous souhaitez être informé des résultats de cette étude ou participer à l'événement de présentation, veuillez indiquer votre adresse e-mail (facultatif) :

✉ Email : _____

Géolocalisation:

✦ Fin du questionnaire - Merci pour votre participation ! ☐

10.1.3 Lettre d'invitation



Objet : Demande de Collaboration pour la Collecte de Données dans le Cadre de l'Analyse de la Situation Économique et Sociale d'Haïti

Monsieur/Madame le Doyen,
Faculté des Sciences Humaines
Ave Christophe, P-au-p
Le 29 Janvier 2025

Monsieur/Madame le Doyen,

Je vous écris au nom de l'**Organisation des Visionnaires Dévoués pour un Développement de Haute Modernisation (OVDDHMO)** dans le cadre de notre projet d'analyse de la situation économique et sociale d'Haïti. Ce projet a pour objectif de mieux comprendre les défis économiques et sociaux auxquels notre pays est confronté et de proposer des solutions adaptées pour améliorer la situation.

Dans le cadre de cette étude, nous prévoyons de recueillir des données auprès d'experts et de responsables académiques, notamment à travers des entretiens avec des étudiants et un professeur de votre faculté. Nous sollicitons donc votre collaboration pour identifier des étudiants spécialisés dans les domaines pertinents à ce contexte (sociologie, économie, sciences politiques, etc.) et un professeur pour participer à cette collecte de données.

Les entretiens auront lieu entre le **17 et le 23 février 2025**. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir coordonner avec nous pour réserver un créneau durant cette période, en fonction de la disponibilité des étudiants et du professeur.

Nous sommes convaincus que votre collaboration contribuera grandement à la richesse de notre analyse et nous vous remercions par avance pour votre soutien.

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions de recevoir, Monsieur/Madame le Doyen, l'expression de nos salutations respectueuses.

Roberto VALCIN

Roberto Valcin
Directeur Pays
OVDDHMO

OVDDHMO – Delmas 33, Prolongé, Angle Rue Sainte Claire et Fraternité #5
☎ **Téléphone** : (509) 3488-9244 / 4194-3939
✉ **Email** : ovddhmo@gmail.com



Objet : Demande de Collaboration pour la Collecte de Données dans le Cadre de l'Analyse de la Situation Économique et Sociale d'Haïti

**À l'attention du Doyen,
Faculté de Droit et des Sciences Économiques (FDSE),
Avenue Martin Luther King, Pont Morin**

Le 29 Janvier 2025

Monsieur/Madame le Doyen,

Nous avons l'honneur de vous adresser cette lettre au nom de l'Organisation des Visionnaires Dévoués pour un Développement de Haute Modernisation (**OVDDHMO**), dans le cadre de notre projet d'analyse approfondie de la situation économique et sociale d'Haïti.

Dans ce contexte, nous vous informons que nous avons lancé une étude visant à recueillir des données détaillées sur les défis socio-économiques actuels d'Haïti, en particulier ceux relatifs aux politiques économiques, à la gouvernance et à la situation sociale des populations vulnérables. Pour mener à bien cette analyse, il est essentiel de consulter des experts académiques et des professionnels afin d'enrichir notre compréhension du terrain.

C'est pourquoi nous sollicitons la collaboration de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques dans cette démarche. Nos enquêteurs auront besoin d'interagir avec quatre (4) universitaires, dont un professeur en sciences économiques, pour recueillir leurs analyses et perspectives sur les questions économiques et sociales actuelles du pays.

Nous vous prions de bien vouloir nous accorder l'opportunité de rencontrer ces chercheurs et experts dans le cadre de cette étude. Les enquêtes seront menées du **17 au 23 février 2025**, et nous vous serions reconnaissants de bien vouloir planifier cette collaboration en fonction de ce calendrier afin de tenir compte du fuseau horaire et de la disponibilité des participants.

Nous restons ouverts à toute suggestion ou condition que vous jugeriez appropriée pour faciliter cette collaboration.

Nous vous remercions sincèrement pour votre temps et votre considération et restons à votre entière disposition pour toute information supplémentaire. Nous espérons pouvoir compter sur votre soutien pour cette importante initiative, qui vise à offrir des recommandations concrètes pour le développement durable et la justice sociale en Haïti.

Dans l'attente de votre réponse favorable, veuillez agréer, Monsieur/Madame le Doyen, l'expression de nos salutations distinguées.

Roberto Valcin
Directeur Pays
OVDDHMO

OVDDHMO – Delmas 33, Prolongé, Angle Rue Sainte Claire et Fraternité #5

☎ Téléphone : (509) 3488-9244 / 4194-3939

✉ Email : ovddhmo@gmail.com